

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

É T U D E
SUR LES
CINQUANTE PAS GÉOMÉTRIQUES
DANS NOS COLONIES

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(*Sciences Politiques et Economiques*)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 3 novembre 1911, à 1 heure 1/2

PAR

H. D. GUIBERT

Président : M. LESEUR, professeur
Suffragants { *MM. CHAVEGRIN, professeur.*
 { *GIDE, professeur.*

MAYENNE
IMPRIMERIE CHARLES COLIN

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

É T U D E

SUR LES

CINQUANTE PAS GÉOMÉTRIQUES

DANS NOS COLONIES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 3 novembre 1911, à 1 heure 1/2

PAR

H. D. GUIBERT

Président : M. LESEUR, professeur

Suffragants { MM. CHAVEGRIN, professeur.
GIDE, professeur.



MAYENNE

IMPRIMERIE CHARLES COLIN

1911

Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MON PÈRE,
DENIS-GUIBERT,

Ancien député de la Martinique,

Je dédie cette thèse.

H. D.-G.

É T U D E

SUR LES

CINQUANTE PAS GÉOMÉTRIQUES

DANS NOS COLONIES

INTRODUCTION

Des particularités du Domaine Public colonial en général, et, particulièrement, des 50 pas géométriques. — Ce que sont ces 50 pas.

Lorsque l'on étudie le régime de la domanialité publique aux colonies, on a vite fait de constater que ce régime présente un certain nombre de particularités qui le différencient considérablement de celui de la métropole. Qu'il s'agisse de terrains utiles à la défense nationale, du régime des eaux, du littoral, des voies de communication, partout on s'aper-

çoit que le Domaine Public, propriété inaliénable et imprescriptible de l'État, a pris aux colonies une extension ignorée dans la Mère-Patrie.

Cet accroissement des prérogatives de l'État tient ici à deux causes principales.

Tout d'abord, le législateur a été obligé de tenir compte des conditions économiques et climatériques de nos possessions d'outre-mer. C'est ainsi que dans celles, — et ce sont certes les plus nombreuses —, qui jouissent d'un climat tropical, il a jugé nécessaire de prendre des mesures pour assurer à tous et en tout temps, l'usage de l'eau; l'eau, bienfait inestimable en ces pays privés de pluie pendant de longs mois; l'eau, source de fertilité et aussi de force motrice dans des régions où la houille est rare, lorsqu'elle ne manque pas complètement. C'est pourquoi furent rangés dans le Domaine Public, non seulement comme en France, les cours d'eau navigables et flottables, mais encore *toutes les rivières quelles qu'elles soient*.

C'est le cas pour toutes nos colonies, sauf l'Indo-Chine (1). Bien plus ! En Afrique Occidentale Française, pour ne citer que cette colonie, les sources

1. Voir : Ordonnance du 21 août 1825 (Réunion), et du 9 février 1827 (Antilles). Décrets : du 26 septembre 1902 (Madagascar), du 8 février 1899 (Congo), du 23 octobre 1904 (A. O. F.), etc... Cependant M. Coquet (page 69 note 2), fait remarquer que l'arrêté du 11 mai 1880, réglant le Domaine Public en Nouvelle-Calédonie, emploie la formule : « Cours d'eau dont le caractère d'utilité publique sera reconnu par l'Administration. »

furent classées dans les dépendances du Domaine Public (1).

Un exemple de la nécessité où s'est trouvé le législateur de tenir compte des conditions économiques particulières à nos colonies nous est fourni par les voies de communication. Les routes sont rares dans nos terres africaines (l'Algérie et la Tunisie exceptées naturellement) et les seuls moyens de communication sont souvent les pistes. Aussi a-t-on sagement rangé dans le Domaine Public toutes les voies de communication quelles qu'elles soient (2). Aussi bien, il eût été d'ailleurs impossible d'appliquer, en ces pays primitifs, la classification des chemins telle qu'elle est établie dans la Métropole et qui suppose un réseau de routes des plus complets.

La seconde cause de l'extension du Domaine Public dans nos colonies, et surtout dans nos colonies modernes, est la situation particulièrement favorable dans laquelle se trouvait le législateur chargé de constituer un régime domanial.

Là, il n'était point arrêté, comme en France, lors

1. Décrets des 20 juillet 1900 pour le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, 5 août 1900 pour le Dahomey, 24 mars 1901 pour la Guinée et 23 octobre 1904 pour l'Afrique Occidentale.

2. Voir les décrets précédemment cités aux notes des pages 8 et 9 pour le Congo, l'Afrique Occidentale et Madagascar.

du classement des terrains, par le souci de respecter autant que possible des droits acquis depuis longtemps.

Dans la plupart de nos colonies, en effet, le Domaine Public s'est constitué alors que l'appropriation du sol commençait à peine ou même n'était pas commencée du tout.

Cette situation donnait toute facilité pour profiter des leçons de l'expérience, éviter les inconvénients que présente le mode de constitution de la domanialité publique dans la Métropole. Et pour montrer les avantages qu'elle présentait, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire l'exposé qu'en fit M. Leseur, dans son cours de doctorat de 1909-1910, à la Faculté de droit de Paris :

« Le législateur, dit-il, avait les coudées franches.
« Il pouvait tailler en plein drap ; ranger dans le Do-
« maine Public des zones de terrain considérables
« sans risquer de léser des intérêts particuliers, con-
« séquence d'un développement économique avancé. »

Et M. Leseur indique ensuite comment se forma dans la Métropole la distinction du Domaine Public et du Domaine Privé « résultat d'un travail jurisprudentiel effectué depuis le Code civil ». C'est là, dirons-nous avec lui, la véritable source de la domanialité publique qui n'existait pas sous l'ancien régime. (En effet, d'après les édits de Moulins de 1566, on ne distinguait pas dans l'ancien droit le domaine pu-

blic et le domaine privé : il y avait en tout et pour tout le Domaine de la Couronne inaliénable.) Et sans aller jusqu'au bout de la théorie énoncée tout d'abord par M. Barckhausen (1), qui veut que la notion du Domaine public et du domaine privé ne date en France que du *Traité du Domaine Public* de Proudhon paru en 1834, il faut convenir que cette distinction n'était pas indiquée de façon fort précise dans la loi domaniale des 22 novembre-1^{er} décembre 1790, non plus que dans les articles 538 à 541 du Code civil. Mais revenons à l'exposé de la situation domaniale aux colonies par M. Leseur.

« Il y eut, poursuit-il, un progrès marqué aux colonies. La pratique, s'inspirant d'un précédent, la loi du 16 juin 1851, réglementant le Domaine Public en Algérie, a jugé prudent de faire précéder la colonisation d'une réglementation du Domaine. Dans ces pays, la domanialité publique repose sur des textes législatifs exprès *qui déterminent avec certitude les biens qu'il importe de soustraire aux appropriations privées.* »

C'est là, évidemment, une facilité, due à la grande quantité de terres libres, dont on n'a pas joui en

1. Barckhausen, *Étude sur la théorie générale du domaine public* (*Revue du droit public et de la science politique*, Paris, 1902-1903).

Voir aussi Monteil, *Formation et évolution de la notion de domanialité publique* (Paris, 1902). Ces deux ouvrages sont cités par M. Coquet, *Le Domaine public colonial*, Poitiers, 1904, p. 14 et 15.

France et grâce à laquelle on put donner aux prérogatives de l'État toute l'extension utile.

C'est ainsi, que l'on a pu sans inconvénient remplacer aux colonies les zones de servitudes établies autour des places de guerre par des zones de domanialité publique : ainsi, également, qu'on a pu, au Congo, en Afrique Occidentale et à Madagascar, incorporer dans le domaine public les terrains bordant le lit des rivières navigables ou flottables et des lacs, étangs et lagunes sur une largeur de 25 mètres (1), (nous sommes loin ici, on le voit, de la servitude de halage et de marche-pied), et, en Indo-Chine et en Nouvelle-Calédonie, réserver un chemin de halage de 10 mètres faisant partie du domaine public : ainsi, encore, qu'on étendit à toutes nos colonies africaines et indo-chinoises, la *Réserve des 50 pas géométriques* qui fait l'objet de cette étude.

La réserve des 50 pas géométriques, dont les origines se confondent avec celles de notre colonisation, et que l'on peut définir actuellement : « une zone de domanialité publique, s'étendant tout le long des rivages de la mer », ne pouvait se définir ainsi au début

1. Cette mesure était nécessaire dans ces pays où les pistes et les chemins sont établis le plus souvent sur le bord des rivières. Il faut en outre protéger contre le déboisement ces rives dont la végétation, plus puissante que sur les autres points, résiste davantage à la saison sèche et qui constituent des couloirs forestiers d'une utilité incontestable au point de vue hydrographique.

puisque, nous l'avons déjà dit, il n'y avait pas de Domaine Public dans l'ancien droit mais seulement un Domaine de la Couronne, comprenant pêle-mêle tous les biens qui font maintenant partie du Domaine Public et du Domaine Privé. Bien plus, s'il faut en croire M. Coquet (1), l'ordonnance de Moulins de 1566 ne fut jamais étendue aux colonies, « terres d'exploitation sans merci ». Citons à ce sujet, après M. Coquet, le mémoire, en date du 25 janvier 1765 « destiné à servir d'instruction au sieur Comte d'Ennery, maréchal de camp, gouverneur, lieutenant général et au sieur de Peinier intendant de la Martinique (2) » :

« Ce serait se tromper étrangement que de considérer nos colonies comme des provinces de France. « séparées seulement par la mer du sol national, « Elles diffèrent autant des provinces de France que « le moyen diffère de la fin, elles ne sont absolument « que des établissements de commerce. Et pour rendre cette vérité évidente, il suffit d'observer que, « dans ce royaume, l'administration ne tend à obtenir une plus grande consommation qu'en faveur « du sol national, et que, dans les colonies, au contraire, elle n'affectionne le sol que dans la vue de « la consommation qu'il opère. »

1. Étienne Coquet. *Le domaine public colonial* (Thèse de droit, Poitiers, 1905, p. 15 et 16).

2. *Code de la Martinique* édité par Durand Molard (Saint-Pierre, Martinique, 1807), t. II, p. 342.

Et le mémoire concluait en ces termes : « Un colon
« n'est autre chose qu'un planteur libre sur un sol
« esclave. »

Donc, en théorie, le roi ou ses fermières, les grandes compagnies, étaient libres de faire ce qu'ils voulaient du sol, de tout le sol... en théorie seulement ! car déjà, bien avant le mémoire, nous allons voir que l'on respectait autant les droits des propriétaires dans nos colonies que dans la métropole, la preuve en est que, dès le début, on prit soin de bien préciser le caractère d'inaliénabilité des 50 pas géométriques, appelés alors les 50 pas du roi, tout comme on l'avait fait en 1560 en France pour les biens de la Couronne.

Comme son nom l'indique, cette zone à l'origine mesurait 50 pas du roi et « le pas du roi ou pas allemand, qu'on employait comme mesure sous l'ancien régime, valant 5 pieds, cela faisait, pour 50 pas, une étendue de 81 mètres 20 » (1).

Ce qu'était au juste la réserve sous l'ancien régime et quelles raisons avaient motivé son établissement, nous trouvons tout cela dans une lettre que M. de Baas, gouverneur général des Iles d'Amérique, adressait le 8 février 1674, à son ministre, en l'espèce Colbert (2).

1. Demartial. *Les 50 pas géométriques*, Paris, 1897.

2. Moreau de Saint-Méry. *Loix et Constitutions des colonies françaises de l'Amérique-sous-le-vent*. Paris, 1788, t. I, p. 272.

« Je ne sais, monseigneur, écrivait-il, si quel-
« qu'un vous a jamais expliqué pourquoi les 50 pas
« du roi ont été réservés dans les Iles Françaises de
« l'Amérique : c'est-à-dire, pourquoi les concessions
« des premiers étages n'ont été accordées aux habi-
« tants qu'à condition qu'elles commenceront à
« 50 pas du bord de la mer et que cette ceinture
« intérieure qui fait le contour de l'Isle ne peut être
« donnée en propre à aucun habitant pour plusieurs
« raisons judicieuses et avantageuses au bien de la
« colonie.

« La première a été pour rendre difficile l'abord
« des Isles ailleurs que dans les rades où les bords
« sont bâtis, car cinquante pas de terre en bois de-
« bout très épais et difficile à percer sont un grand
« empêchement contre les descentes.

« Secondement, les 50 pas du roi sont réservés
« pour y faire des fortifications, s'il est nécessaire, afin
« de s'opposer aux descentes des ennemis et on a ré-
« servé cette terre pour ne rien prendre sur celle
« des habitants, qui, autrement, auraient pu deman-
« der des dédommagements.

« En troisième lieu, cette réserve est faite pour
« que chacun ait un passage libre au long de la mer,
« car, sans cela, les habitants l'auraient empêché par
« des clôtures et des oppositions qui, tous les jours,
« auraient causé des procès et des querelles parmi eux.

« En quatrième lieu, pour donner moyen aux ca-

« pitaines de navires qui viennent aux Isles d'aller
« couper du bois dans les cinquante pas du roi pour
« leur nécessité ; car, sans cela, les habitants ne leur
« permettraient d'en prendre qu'en payant. La cin-
« quième, et la plus essentielle raison, est celle de
« donner moyen aux artisans de se loger ; car, comme
« ils n'ont aucun fonds pour acheter des habitations
« et qu'ils n'ont, pour tout bien, que leurs outils pour
« gagner leur vie, on leur donne, aux uns plus, aux
« autres moins de terre pour y bâtir des maisons.
« Mais c'est toujours à condition que si le roi a be-
« soin du fonds sur lequel ils doivent bâtir, ils trans-
« porteront ailleurs leurs bâtimens. Or, sur ces
« 50 pas sont logés les pêcheurs, les charpentiers,
« les maçons etc..., personnes nécessaires au main-
« tien des colonies. »

Plusieurs auteurs, M. Coquet notamment, font remarquer, non sans justesse, que les raisons invoquées par M. de Baas pour l'établissement des 50 pas se contredisent. Ainsi la nécessité d'avoir « cinquante pas en bois debout très épais et très difficile à percer » ne s'accorde guère avec celle de laisser un passage libre le long de la mer, non plus qu'avec celle de donner aux capitaines de navire la faculté de faire du bois sans bourse délier, non plus, avec toutes ces raisons, « la plus essentielle » qui est de laisser des terrains disponibles pour y construire les maisons des artisans.

On peut répondre, il est vrai, à cela, qu'un chemin de 5, ou même de 10 mètres, pratiqué dans un bois de 81 mètres d'épaisseur, laisse encore, si l'on prend soin d'établir la route du côté du bois le plus éloigné du littoral, 76 ou 71 mètres de terrain planté ; ce qui, au temps de M. de Baas, et même longtemps après lui, constituait une zone de protection encore très appréciable contre des troupes qui auraient tenté un débarquement. On peut répondre, aussi, que ce n'est point parce que les capitaines de navires enlèveront quelques arbres de ci, de là, que le bois protecteur sera détruit ; il n'y a qu'à réglementer les coupes. Enfin, en ce qui concerne la construction des maisons ou bourgs, ne peut-on, de même que pour les chemins, s'arranger de telle sorte qu'il reste encore une grande largeur de terrain planté devant ces constructions ?

A vrai dire, malgré toutes ces explications, la contradiction n'en subsiste pas moins. Nous croyons plutôt, pour notre part, qu'en se livrant à cette énumération des différentes manières d'utiliser la zone, le Gouverneur général des îles d'Amérique a voulu simplement indiquer quelles pouvaient être les diverses utilisations des 50 pas, utilisations variables avec la configuration du littoral et les circonstances. Par exemple, si sur certains points de la côte, bas, d'accès facile aux embarcations, il est utile de conserver un bois épais qui puisse inquiéter et retarder

la marche d'une troupe ennemie débarquant, pareille nécessité ne se fait nullement sentir si le rivage consiste en falaises escarpées, ou bien encore est protégé par une ligne de brisants, sur lesquels se perdraient infailliblement les barques ou les navires qui tenteraient d'approcher. Et sur ces parties du littoral pourquoi ne consacrerait-on pas le terrain réservé à l'établissement d'une route ou à la construction d'un bourg ?

Les contradictions relevées dans les raisons invoquées par M. de Baas, sont donc plus apparentes que réelles, si l'on songe que les 50 pas géométriques seront utilisés d'une manière en tel endroit et d'une manière en tel autre, au mieux des intérêts de la colonie et de ses habitants.

La preuve en est que, quelques années plus tard, ou dans une autre colonie, on trouve encore à la zone de nouvelles utilités. Ainsi en 1757, une dépêche ministérielle, dont nous aurons l'occasion de parler un peu plus loin, adressée aux administrateurs des Iles d'Amérique et précisant l'objet et l'étendue de la réserve, invoque une raison d'esthétique en faveur de la zone dont « l'objet est d'avoir de quoi établir dans le contour des Iles, des bourgs, paroisses, forts, retranchements batteries et autres ouvrages publics nécessaires tant *pour leur décoration* que pour leur défense (1). » Ainsi encore l'arrêté, pris le 5 mai 1807

1. *Code de la Martinique*, t. III, p. 442.

par le général Decaen, gouverneur de la Réunion et sur lequel nous reviendrons plus loin, a soin en déterminant la largeur de la réserve, d'indiquer qu'elle doit servir au pacage et au parcours des troupeaux (1).

Quoi qu'il en soit, et malgré les excellentes raisons invoquées en faveur de l'établissement de cette réserve, il n'est peut-être nulle autre institution domaniale, qui ait soulevé et soulève encore aux colonies, autant de critiques, de protestations et de contestations. C'est que, en raison de sa situation particulièrement favorable au commerce et à l'industrie, en raison des diverses manières qu'on eut de l'utiliser, c'est le plus souvent à propos de cette zone des 50 pas géométriques, que s'est élevé et que s'élève là-bas l'éternel conflit de l'intérêt particulier et de l'intérêt public.

C'est l'histoire de l'établissement de cette réserve dans nos colonies, des conflits auxquels il a donné lieu, des tempéraments ou des modifications apportés à son principe, que nous nous efforcerons de faire tout d'abord.

Nous devons, à cette occasion, dire combien ce travail nous fut facilité par l'ouvrage de M. Coquet, *Le Domaine public colonial*, qui contient une bibliographie presque complète de la question, par les rensei-

1. Delabarre de Nanteuil. *Législation de l'île de la Réunion*, Paris, 1861-1863, t. II, p. 289.

gnements puisés dans le cours, déjà cité, de M. Leseur, et, enfin, par le remarquable *Rapport explicatif de l'avant-projet de décret réorganisant le domaine en Afrique Occidentale*, de M. Boudillon (1), à l'obligeance duquel nous devons, en outre, communication de brochures et de journaux introuvables en France; ainsi qu'une foule de renseignements verbaux du plus haut intérêt.

Pour la commodité de cette étude, nous diviserons les colonies en deux groupes :

1° Celles, les plus anciennes, où les 50 pas géométriques prirent naissance et qui sont les Antilles et la Réunion;

2° Celles où l'usage de la réserve fut peu à peu étendu par le législateur moderne.

Nous examinerons ensuite la question de savoir à quelle personne morale, de l'État ou de la Colonie, appartiennent les 50 pas géométriques et enfin nous traiterons de l'utilité et de l'avenir de cette zone, ce qui nous donnera l'occasion d'exposer... et de combattre, les opinions exprimées dans son rapport par M. Boudillon lequel, jusqu'ici, a dit le dernier mot — et un mot, en vérité peu tendre pour les cinquante pas — sur la question.

1. *Avant-projet d'un décret portant organisation du Domaine dans les colonies et territoires relevant du gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française et rapport explicatif*, par A. Boudillon, sous-inspecteur de l'Enregistrement et des Domaines, Paris (Larose), 1907.

PREMIÈRE PARTIE

LES CINQUANTE PAS GÉOMÉTRIQUES DANS LES COLONIES OU ILS PRIRENT NAISSANCE

CHAPITRE PREMIER

Aux Antilles.

Les dépêches ministérielles et les divers documents de l'ancien régime. — Les décrets de 1882 et de 1884.

C'est aux Antilles que l'on trouve le premier document officiel qui, dans l'ordre chronologique, fasse mention de la réserve des 50 pas du roi. C'est un arrêt de règlement du Conseil de la Martinique en date du 3 février 1670 (1) et qui est ainsi conçu :

« Sur la proposition faite au Conseil par le procureur du roi, à savoir où doivent commencer les cinquante pas du roi qui sont aux environs de cette île, le Conseil a demeuré d'accord que les cinquante pas du roi doivent commencer leur hauteur du lieu où

1. Moreau de Saint-Méry, t. I, p. 272.

« les arbres et abrisseaux commencent à croître et
« à continuer à mesurer dudit lieu jusqu'à la longueur
« desdits cinquante pas. »

Il semble donc d'après les termes de cet arrêt que dès leur origine, origine assez nuageuse, il est vrai, et bien que les îles aient été concédées aux Compagnies par le roi « en toute propriété seigneurie et justice, ne se réservant droit ni devoir qu'à la seule foi et hommage lige (1) », les 50 pas appartenissent au souverain. C'est d'ailleurs l'opinion de M. Boudillon. Pour lui, tout en concédant les îles à des compagnies privilégiées, « on avait jugé convenable de laisser au roi sur le pourtour de ces îles, une bande de terre libre marquant sa propriété souveraine ».

Ceci n'est rien moins que sûr. Nous verrons en effet un peu plus loin que, dans une dépêche ministérielle de 1757, à laquelle nous avons eu déjà d'ailleurs l'occasion de faire allusion, il est dit : « Cet espace de terrain dans le circuit des Îles a toujours été réservé *tant par les seigneurs qui ont commencé à les posséder et à les établir, que par les Compagnies qui ont succédé à ses seigneurs dans cette jouissance que par le roi, depuis qu'il a réuni les Îles à son domaine*(2) » ; et que le règlement de la Compagnie des

1. Charte de la Compagnie des Indes Occidentales, 1634, art. 21. (Voir Pauléat. *La politique coloniale sous l'ancien régime*, Paris, Calman-Lévy, 1887 et rapport Boudillon, p. 87.)

2. *Code de la Martinique*, t. II, p. 442.

Indes du 9 avril 1754 pour l'Ile Bourbon dit que les 50 pas géométriques seront « et demeureront parties essentielles et inaliénables de la Compagnie (1). »

Quatre ans après cet arrêt de 1670 vint la réunion des Iles d'Amérique au domaine royal par l'édit de décembre 1674 et le 8 février de la même année, le gouverneur général des Iles, M. de Baas, croyait nécessaire d'attirer l'attention du pouvoir central sur la réserve par la lettre que nous avons citée dans notre introduction. Cet lettre spécifiait, on s'en souvient, que « la réserve ne pouvait être donnée en propre à aucun habitant, » c'est-à-dire qu'elle établissait son inaliénabilité. Mais si la réserve ne pouvait être donnée en propre à aucun particulier, les particuliers en profitaient quand même, car l'usage était d'accorder des concessions de jouissance sur les 50 pas et nous trouvons pour la première fois trace de cette coutume dans un ordre du roi en date du 16 août 1704 (2) adressé à son Gouverneur général, afin de régler une contestation qui s'était élevée entre deux propriétaires de la Guadeloupe. En voici la teneur :

« De par le roi,

« Sur ce qui a été représenté à Sa Majesté par le

1. Crémazy. *Revue générale du droit de la législation et de la jurisprudence*, t. XIV, p. 43, 1890.

2. Moreau de Saint-Méry, t. II, p. 15.

« nommé Graissier, habitant de la Guadeloupe, que les
« sieurs comte Desnots et Robert, Gouverneur général
« et Intendant des Iles, ont fait au sieur de la Mal-
« maison, concession du terrain des cinquante pas
« au bord de la mer au-dessous de son habitation le
« 25 juillet 1701, ce qui la lui rend inutile et est con-
« traire à l'usage dans lequel on est aux Iles de ne
« point concéder les cinquante pas réservés pour le
« service de Sa Majesté ou d'en laisser la jouissance
« à ceux dont les habitations y confinent, et Sa Ma-
« jesté voulant y pourvoir ; après avoir vu la dite
« concession et celle qui a été faite à André Graissier
« père, par le sieur de Tracy le 28 juillet 1664, elle a
« cassé, annulé et révoqué la dite concession du
« 25 juillet 1701, faisant défense au sieur de la Mal-
« maison de s'en aider ni de troubler, sous ce prétexte,
« ledit Graissier dans la possession et la jouissance
« du dit terrain. Voulant que les dits cinquante pas
« du bord de la mer demeurent réservés suivant les
« règlements faits à ce sujet.. »

Cette question de concessions sur la réserve va, dès lors, jouer, surtout aux Antilles, un rôle des plus importants dans l'histoire des cinquante pas du roi. C'est par la concession prolongée que les colons vont tenter de reprendre à l'État cette bande de terre, dont la situation sur le littoral fait l'objet de leurs convoitises. Nous verrons que, s'ils ne peuvent arriver à prescrire, ils parviendront à avoir, du moins sur le

terrain réservé, de tels droits en équité, sinon en droit, que l'Etat sera obligé de le leur abandonner par les décrets de 1832 et de 1887. Et du reste, pendant tout le temps qui va précéder cet acte d'abandon, nous voyons se succéder des ordonnances, des dépêches ministérielles, des arrêtés, des arrêts qui prouvent combien les pouvoirs publics avaient à faire pour défendre la réserve contre les empiétements continuels des particuliers.

Rappelons seulement pour mémoire, l'article III des *ordonnances des administrateurs concernant les chemins* de Saint-Domingue, en date des 24 octobre 1709 et 10 mars 1710 qui indique que si les riverains de la zone réservée ont, par l'usage, certains privilèges au sujet de sa jouissance, ces privilèges entraînent aussi des devoirs : « Les chemins qui passent sur les cinquante pas du roi seront entretenus par ceux qui possèdent les héritages qui y joignent. » (1) Cette servitude est encore prescrite dans l'ordonnance du roi, en date du 1^{er} février 1711, concernant l'entretien des chemins dans la même colonie, et exactement dans les mêmes termes (2).

Nous le voyons, les concessions sur les 50 pas étaient accordées aux riverains de préférence aux autres habitants, mais c'était là seulement un usage et les colons au contraire étaient décidés à le consi-

1. Moreau de Saint-Méry, t. II, p. 172.

2. Moreau de Saint-Méry, t. II, p. 236.

dérer comme un droit. Le pouvoir royal n'entendait point de cette oreille et c'est ce que le ministre fit voir en 1752 au Gouverneur et à l'Intendant des Iles d'Amérique. Ceux-ci avaient paru pencher vers l'opinion la plus favorable aux habitants limitrophes dans le jugement suivant, rendu le 23 septembre 1751 (1).

« Le comte Dubois de la Motte (Gouverneur général des Iles),

« Jean-Baptiste Lalanne (Intendant),

« Entre le sieur Poron de la Tour, habitant au
« Limbé et François Ange le Normand, écuyer, conseiller du roi, intendant de la Marine à Rochefort;
« vu la requête du demandeur, expositive qu'il possède
« au bas Limbé, entre autres deux petites places,
« l'une de 400 pas de large sur 800 de haut, lesquelles places lui sont échues par la succession de ses
« père et mère, que les dites places joignent une
« habitation considérable appartenant au défendeur
« qui, les regardant comme utiles à l'établissement de
« son habitation, étant en partie dans des mornes très
« boisés, les afferma pour neuf ans, le 1^{er} juillet 1744,
« sous le nom du sieur Gonaux son secrétaire, que
« ces deux places ne sont propres que pour y faire
« des vivres, du bois, de la chaux ou de la brique,
« desquels établissements avant la ferme on pouvait
« tirer un grand parti ; ces dites deux places étant

1. Moreau de Saint-Méry, t. IV, p. 179.

« bornées au Nord et au Nord-est de la mer ; que le
« défendeur, pendant sa ferme, obtint la jouissance
« des 50 pas, réservés au roi le long de la mer, qui bor-
« nent ces deux habitations, de sorte que par cette con-
« cession, les dites habitations perdent plus de la moitié
« de leur valeur ne pouvant avoir actuellement aucune
« issue à la mer, que les projets d'établissement qu'ils
« pouvaient avoir s'évanouissent... etc.

« Le tout, vu et considéré, nous, faisant droit sur
« les demandes respectives des parties, et interpré-
« tant en tant que besoin serait la concession faite
« à M. Le Normand le 29 septembre 1747, *ordonnons*
« *que la jouissance des 50 pas du roi le long du*
« *bord de la mer à lui accordée, n'aura lieu que pour*
« *ceux qui se trouvent devant son habitation.* »

En somme, MM. Dubois de Lamothe et Lalanne, se conformant à l'usage énoncé, dans l'ordre du roi de 1704, reconnaissaient ainsi implicitement à tout propriétaire limitrophe des 50 pas un droit absolu à la concession de la parcelle de la réserve jouxtant sa propriété.

M. de Rouillé, alors ministre de la Marine, trouva que c'était aller un peu loin et qu'une interprétation aussi extensive de l'ordre royal de 1704 mettrait en péril les droits domaniaux du souverain ; aussi le 17 mars 1752 (1), il priait MM. Dubois

1. Moreau de Saint-Méry, t. IX, p. 100.

de Lamothe et Lalanne de suspendre l'exécution de leur jugement et leur adressait à cette occasion les observations suivantes :

« Je vous observerai que le roi s'étant réservé les
« cinquante pas du bord de la mer, dont la propriété
« ne peut être concédée, Sa Majesté peut en donner la
« jouissance à qui elle juge à propos. *Il est vrai qu'il*
« *est d'usage de préférer les habitants dont les terrains*
« *confinent à cette étendue des cinquante pas, mais*
« *ils n'ont aucun droit d'y prétendre* et c'est par cette
« considération que le roi désire que vous suspendiez
« vous-même l'exécution de votre jugement jusqu'à
« ce que Sa Majesté en ait autrement ordonné, à moins
« que cette suspension ne fit au sieur de la Tour un
« dommage irréparable et définitif. M. Le Normand
« prétend que sa concession ne lui en portait aucun. »

Ainsi, l'Administration royale entendait conserver jalousement tous ses droits sur la réserve et elle ne perdait jamais l'occasion de les rappeler. C'était une précaution non seulement sage mais nécessaire, car, petit à petit, les colons nantis de concessions précaires se considéraient de plus en plus comme concessionnaires *in infinitum*; ils vendaient, échangeaient, léguaient même leurs concessions sur les 50 pas, c'étaient leur chose, leur propriété au même titre semblait-il que les terres qu'ils possédaient ailleurs. A tel point qu'en 1757 M. Peyrenc de Moras dut rappeler aux Administrateurs des Iles, et encore plus éner-

giquement que son prédécesseur M. de Rouillé, les principes relatifs à la réserve. Ce document, outre qu'il fixe les limites des 50 pas et les droits des concessionnaires et du roi, est intéressant en ce qu'il contient tout l'historique de la zone.

C'est à la suite d'un arrêt du Conseil souverain de la Martinique, en date du 5 septembre 1781 (1), rendu à la requête de M. de la Corbière, arpenteur général, qui demandait à la cour de décider de l'endroit exact du rivage où commençaient les 50 pas, que fut publiée la lettre de M. de Moras.

Ce pauvre M. de la Corbière était bien embarrassé lorsqu'il eut recours au Conseil souverain. Jusqu'alors, il avait arpenté d'après un règlement, élaboré en 1705 par son prédécesseur, M. Petit, lequel disait : « Les cinquante pas du roi seront pris à l'herbe naissante ce qui excepte les anses de sable nommément de quelque grandeur qu'elles soient (2). » Or, ayant été appelé à exercer ses fonctions dans la paroisse de Saint-Pierre « où les terres sont estimées très haut », et ayant voulu arpenter comme à l'ordinaire, on lui objecta que la lettre de M. de Moras, enregistrée au Conseil de la Martinique le 3 juillet 1758, décidait que les 50 pas seraient pris au jet, ou flot de la lame. Ceci était contraire non seulement au règlement de 1705 mais encore à l'arrêt du 3 février 1670 qui déci-

1. *Code de la Martinique*, t. III, p. 442.

2. *Code de la Martinique*, t., III, p. 443.

dait que les 50 pas devaient « commencer leur hauteur du lieu où les arbres et arbrisseaux commencent à croître ».

C'est alors que, pour faire cesser sa perplexité, l'arpenteur général s'adressa au Conseil. Celui-ci, dans son arrêt, décida que l'on devait se conformer aux instructions ministérielles contenues dans la lettre de M. de Moras, et, pour éviter à l'avenir toute hésitation, ordonna l'impression de cette dépêche.

Dans cette missive, datée du 3 décembre 1757 (1), le ministre annonçait à MM. de Beauharnais et de Givry, général (2) et intendant des îles, qu'un sieur Navarre, négociant à Saint-Pierre (Martinique), qui s'était pourvu en appel et en cassation contre un jugement et une ordonnance lui donnant tort dans une contestation qu'il avait eue au sujet du bail d'un terrain situé sur la réserve, voyait ses deux requêtes rejetées. M. de Moras ajoutait ensuite :

« Cette affaire m'ayant donné occasion de rappeler
« au roi les principes relatifs à la réserve de ce qu'on
« appelle aux Iles les 50 pas du roi, Sa Majesté a jugé
« à propos de consacrer de nouveau ces principes par
« une disposition particulière qu'Elle a fait insérer
« dans l'arrêt rendu sur la requête du sieur Navarre.

1. *Code de la Martinique*, t. III, p. 445.

2. C'est ainsi que par abréviation, sans doute, on désignait à cette époque le Gouverneur général.

« Pour vous faire comprendre précisément l'esprit
« de cette disposition, il est nécessaire que j'entre avec
« vous-même dans un certain détail sur la matière.

« Cet espace de terrain, dans le circuit des Iles, a
« toujours été réservé, tant par les seigneurs qui ont
« commencé à les posséder et à les établir que par
« les Compagnies qui ont succédé à ces seigneurs
« dans cette jouissance et par le roi depuis qu'il a
« réuni les Iles de son domaine par l'Édit du mois
« de décembre 1674.

« L'objet de cette réserve était d'avoir de quoi éta-
« blir dans le contour des Iles, les bourgs, paroisses,
« forts, retranchements, batteries et autres ouvrages
« publics et nécessaires, tant pour leur décoration
« que pour leur défense ; en sorte que toutes les con-
« cessions qui ont été accordées dans le circuit des
« Iles n'ont commencé et pris leur pied qu'au-dessus
« des 50 pas des seigneurs et ensuite du roi, espace
« qui doit se compter du bord de la terre franche et
« où le jet de la mer et le flot ne montent pas.

« Ces terrains, dans le commencement de l'établis-
« sement, ont paru d'un si petit objet qu'on y fait peu
« d'attention.

« Dans les lieux où l'on a établi des bourgs, des
« forts et des batteries, ils ont servi à cet usage. Dans
« le reste des contours des Iles, les propriétaires des
« terrains d'au-dessus ont obtenu des seigneurs, gou-
« verneurs et intendants pour le roi, des permissions

« de défricher ces terrains dont la jouissance leur pro-
« curait des facilités pour l'exploitation de leurs habi-
« tations. Ces permissions ont été données gratuite-
« ment, sans redevances pour les seigneurs ni pour
« le roi, et sous la réserve de reprendre les terrains,
« lorsqu'on en aurait besoin, pour le service du roi
« ou du public ; *mais cette grâce a causé depuis, plu-*
« *sieurs abus de la part de ceux qui l'ont obtenue.*

« *Ils ont regardé les terrains en question comme*
« *chose qui leur était devenue propre ; les uns les ont*
« *compris dans les ventes du reste de leurs habita-*
« *tions ; d'autres les ont partagés dans les successions*
« *et il y en a eu qui les ont cédés à rentes, en un*
« *mot, les 50 pas du roi ont presque toujours suivi*
« *le sort des habitations aux propriétaires desquelles*
« *il avait été permis de les défricher.*

« Cet espace de terrain n'a cependant jamais cessé
« d'appartenir au roi et plusieurs ordonnances, ren-
« dues en différents temps, s'en sont toujours expli-
« quées sur ce pied-là.

« Le droit des cinquante pas du roi a même été re-
« gardé dans tous les temps comme un droit doma-
« nial, et, comme tel, il a été compris dans tous les
« baux des fermiers du domaine d'Occident depuis
« 1687 jusqu'en 1733, que les droits de ce domaine
« qui se percevaient aux colonies ont été réunis à la
« Martinique.

« Il est vrai que ces fermiers n'ont jamais eu de

« jouissance réelle de ces terrains, mais ce n'est que
« parce qu'ils ont négligé de les faire valoir et qu'ils
« n'ont pas voulu en entreprendre le défrichement ; et
« le droit du roi n'est pas moins constaté par ces
« baux.

« Ainsi, Sa Majesté peut, quand il lui plaira, repren-
« dre tous les terrains habités, ou non habités, pour
« les donner à qui elle voudra et au titre de rede-
« vance ou de libéralité gratuite qu'elle jugera à pro-
« pos. Les ventes, les partages, les baux à rentes, que
« peuvent en avoir fait les particuliers à qui l'usage
« en avait été accordé ne peuvent faire aucun tort au
« droit du souverain.

« On pourrait même aller plus loin ; c'est que, si
« Sa Majesté voulait user de ce droit à la rigueur, elle
« pourrait répéter et faire tourner à son profit et les
« prix principaux de ces ventes et le produit des
« rentes.

« Mais Sa Majesté n'est point dans cette intention,
« elle se borne à la conservation de son droit ; c'est
« l'objet de la disposition particulière qu'elle a fait
« ajouter à l'arrêt rendu sur l'affaire Navarre comme
« vous le verrez par l'expédition que je vous envoie
« de cet arrêt (1) que Sa Majesté veut que vous fassiez
« enregistrer au Conseil souverain des Iles, afin que
« ses intentions sur cette matière soient connues.

1. Il ne nous a pas été possible de retrouver trace de cet arrêt.

« Elle désire aussi que vous profitiez de toutes les
« occasions pour ne pas oublier son droit, de ma-
« nière à ce que les habitants sachent toujours à
« quoi s'en tenir à cet égard. Elle trouve bon, en
« même temps, que vous suiviez l'usage de concé-
« der les terrains dont il s'agit, pour la jouissance
« seulement, et elle n'entend point que l'on puisse
« inquiéter les concessionnaires actuels dans cette
« jouissance, tant que les portions de terrain com-
« prises dans leurs concessions ne seront pas né-
« cessaires pour s'en servir relativement aux objets
« de la réserve faite par le domaine. »

Voici donc, très nettement fixées, les conditions dans lesquelles devront être accordées les concessions sur les 50 pas et surtout la condition essentielle : la précarité. Le ministre dit en somme aux colons établis sur la réserve : « Vous avez vendu, vous avez échangé contre d'autres, vous avez donné à bail ces terrains qui ne vous appartenaient pas, soit ! Mais les droits acquis par ces ventes, par ces cessions, par ces échanges, par ces baux ne seront jamais opposables au roi lorsqu'il reprendra ces terres et même on pourra vous demander compte des profits illicites que nous en tirez. » Ceci est la théorie, c'est le principe ; et lorsqu'il l'expose, M. de Moras paraît animé des intentions les plus terribles à l'égard de ces pauvres concessionnaires. Mais vient-il à envisager la question au point de vue pratique ?

tout change. Il s'adoucit, il déclare que « Sa Majesté n'est point dans cette intention ! » et il finit par convenir que, tout en prenant soin des droits du roi, il faut inquiéter les concessionnaires le moins possible, seulement quand les lieux qu'ils occupent sont nécessaires, — pour un peu il aurait dit indispensables —, à la chose publique... C'est d'ailleurs là toute l'histoire de la réserve aux Antilles. Durant deux siècles l'administration cria beaucoup mais ne fit pas grand'chose...

Il convient encore de noter que M. de Moras, dans l'énumération qu'il fait des diverses utilités de la zone, laisse de côté l'une d'elles qui paraissait cependant fort importante autrefois puisque c'est la première que cite M. de Baas. Nous voulons parler de l'entretien sur la réserve du « bois debout très épais et difficile à percer » propre à empêcher les descentes des corsaires. C'était sans doute un simple oubli de la part de M. de Moras. Mais il paraît néanmoins de toute évidence que, depuis le bon M. de Baas, cette mesure de sécurité avait été quelque peu négligée ; ce fut d'ailleurs la cause d'événements déplorables, si nous en croyons MM. le chevalier de Vallière et Vincent, général et intendant des Iles, lesquels, par une ordonnance du 1^{er} mars 1773 (1), entreprirent de ressusciter cette précaution qu'on

1. Moreau de Saint-Méry, t. V, p. 425.

avait depuis longtemps oublié de prendre. Et ils sacrificèrent tout pour arriver à ce résultat.

Dans leur ordonnance, le chevalier de Vallière et M. Vincent constatent d'abord que, nonobstant la réserve expresse que Sa Majesté s'est faite des 50 pas du roi, de nombreux habitants limitrophes de la réserve demandèrent et obtinrent des concessions sous prétexte d'empêcher qu'il vint s'établir dans ces endroits « des voisins incommodes, tels que pêcheurs, cabaretiers, saliniers, caboteurs ou gens sans aveu ».

Cette constatation une fois faite, le général et l'intendant en font une autre beaucoup plus grave :

« L'intention de Sa Majesté en se réservant la propriété du terrain dont il s'agit était qu'il fût entièrement couvert de bois, de manière que cette fortification naturelle pût, en tout temps, cacher aux ennemis les établissements et les chemins voisins du bord de la mer et leur rendre ces endroits inaccessibles s'ils entreprenaient d'y faire des descentes. »

« *Mais, bien loin que ces vues si sages se trouvent remplies, nous sommes informés que la plupart de ces habitants ont fait couper une grande partie des bois ou ont négligé d'entretenir en bon état la partie qui en reste, ce qui a facilité plus d'une fois, et particulièrement dans la dernière guerre, des descentes de la part des corsaires qui ont causé la ruine de plusieurs familles par l'enlèvement qui leur a été fait de leurs nègres et de leurs effets.* »

Aussi, pour remédier à un aussi fâcheux état de choses, les deux administrateurs prennent-ils les mesures suivantes :

« *Article premier.* — Tous les habitants de la colonie, de quelque qualité et condition qu'ils soient, qui se trouvent, par la situation de leurs possessions, riverains de la mer, et par conséquent limitrophes des terrains appelés les 50 pas du roi, seront tenus, chacun en droit soi, de faire planter à leurs frais, dans l'espace de six mois pour tout délai, à compter du jour de la publication de la présente, des torches, des raquettes et du pingoin dans toutes les parties des dits 50 pas qui ne se trouveraient pas déjà couverts de ces mêmes bois ou autres défensifs, etc...

« Enjoignons en outre d'entretenir les bois, le tout à peine de 3.000 livres d'amende envers le roi, contre chacun des contrevenants. »

Voilà qui est fort bien. Mais le chevalier de Vallière et M. Vincent dans leur zèle de reboisement, décidèrent qu'il fallait bien faire quelque chose pour ces pauvres propriétaires limitrophes qu'on obligeait à planter à tour de bras des torches, des raquettes et du pingoin ! Et, sans réfléchir qu'il est des endroits où, peut-être, la réserve eût pu plus utilement servir à autre chose qu'à y exécuter des plantations défensives ; au mépris de toutes les instructions ministérielles, qui prenaient toujours soin de spécifier que si

les propriétaires limitrophes étaient admis de préférence à acquérir une concession sur la réserve, c'était en vertu d'un usage et non d'un droit, ce qui indiquait formellement qu'il y avait d'autres concessionnaires ; le général et l'intendant élaborèrent l'article qu'on va lire :

« *Article II.* — Toutes personnes établies sur les
« 50 pas qui ne seront pas propriétaires du terrain y
« *attenant* et dont l'emplacement ne sera point con-
« tigu à un embarcadère public, soit qu'elles jouissent
« en vertu d'un titre ou non, seront tenues de dé-
« guerpir du dit terrain, à compter du jour de la
« publication de la présente pour qu'il ne soit mis
« aucun obstacle aux dites plantations... »

Ainsi donc, maintenant, seuls ou à peu près, les propriétaires limitrophes allaient pouvoir être concessionnaires. Ceci, évidemment, était fait pour débarrasser les propriétaires des *voisins incommodes* dont il était fait mention au début de l'ordonnance, dans ce que l'on appellerait maintenant l'exposé des motifs. D'ailleurs, si on pouvait encore en avoir, l'article IV se chargeait de dissiper les derniers doutes qui eussent pu naître à ce sujet :

« *Article IV.* — Faisons très expresses inhibitions
« et défenses à tous pêcheurs, cabaretiers, saliniers,
« caboteurs ou gens sans aveu de s'établir dans
« aucune des parties des terrains dépendant des
« 50 pas du roi, à peine de 500 livres d'amende envers

« Sa Majesté et de plus forte somme s'il y échoit, des-
« quelles contraventions les commandants de paroisse
« seront tenus de nous informer exactement. »

C'était vraiment aller trop loin ! Parmi ces gens que les articles II et IV dépossédaient, il y en avait pour lesquels justement on avait constitué la réserve. Sa « plus essentielle raison » était de donner du terrain à bâtir aux prolétaires d'alors, à ceux « qui n'ont pour tout bien que leurs outils pour gagner leur vie » (1), (or, maintenant, on défendait justement d'occuper la zone de 50 pas à quiconque n'était pas propriétaire d'un terrain limitrophe) aux pêcheurs cités en premier lieu par M. de Baas parmi les personnes nécessaires au maintien de la colonie, et qui dès lors, étaient menacés de 500 livres d'amende s'ils s'établissaient sur le rivage. Pourtant, en ce qui concerne les saliniers aussi d'ailleurs, nous ne voyons pas très bien comment ils pouvaient exercer leur industrie ailleurs que sur le bord de la mer.

Nous abandonnons bien volontiers les gens sans aveu et aussi les cabaretiers (encore que ces commerçants, évoquant l'ombre de M. de Moras, qui disait que les 50 pas étaient faits pour la décoration des îles, eussent pu prétendre que leurs établissements, d'où l'on pouvait, tout en buvant frais, contempler le paysage, contribuaient à cette décoration),

1. Lettre de M. de Baas, du 8 février 1674, déjà citée.

mais il était toute une catégorie de gens dont l'éviction en vertu de cette ordonnance était absolument injustifiée en fait comme en droit.

D'ailleurs, et comme toujours, l'ordonnance ne fut sans doute pas exécutée de façon bien rigoureuse puisque, moins de quinze ans après, on avait à nouveau à s'occuper des permissions de construire à la Guadeloupe. Le 17 janvier 1788, en effet, le ministre de la Marine, comte de la Luzerne, adressait une dépêche au baron de Clugy, gouverneur de l'Ile, pour lui défendre de laisser construire aucun bâtiment sur les cinquante pas du roi au nouveau carénage de la Guadeloupe (1).

Et il ajoute :

« Ceux qui ont déjà bâti devraient être évincés,
« mais ce parti a paru trop dur à Sa Majesté. Elle veut,
« seulement, que le Gouvernement exige de ces per-
« sonnes une soumission de remettre, sans espoir
« d'aucun dédommagement, les terrains situés sur
« les 50 pas aussitôt que Sa Majesté pourrait en avoir
« besoin. »

C'était toujours le système que nous avons si souvent indiqué, conserver le principe, tout en usant dans la pratique de la plus large tolérance.

Vint la Révolution et son cortège de guerres dont le contre-coup se fit si durement sentir aux Antilles :

1. *Code de la Martinique*, t. IV, p. 71.

la Martinique, tour à tour occupée et rendue par les Anglais de 1794 à 1814, la Guadeloupe soumise, un peu moins, il est vrai, aux mêmes vicissitudes, sans compter les troubles intérieurs survenus dans ces deux îles : Saint-Domingue échappant à la domination française...

Un seul document concernant les 50 pas géométriques est à relever au cours de cette période critique. Il émane du pouvoir impérial. Le préfet colonial de la Martinique (dont les fonctions correspondent à peu près, — bien qu'avec des pouvoirs moins étendus —, à celles de l'Intendant de l'ancien régime) le préfet colonial, disons-nous, prend le 7 vendémiaire an XIII, c'est-à-dire le 29 septembre 1804, un arrêté au sujet des cinquante pas du bord de la mer (1). On ne disait plus les pas du roi naturellement. Les propriétaires limitrophes allaient, nous l'allons voir, trouver dans le nouveau régime une sollicitude encore plus grande, que celle, pourtant déjà si considérable, qu'ils avaient coutume de rencontrer chez les derniers représentants du pouvoir royal. Le titre de cet arrêté est, en effet, ainsi conçu :

« Arrêté du préfet colonial portant que les emplacements sur le bord de la mer sont accordés en concession aux seuls propriétaires des maisons d'en face. »
Et l'article II disait : « Les propriétaires des mai-

1. Code de la Martinique, t. IV, p. 710.

« *sons sises au bord de la mer sont seuls appelés au*
« *droit de jouir ou d'exercer la jouissance des dits*
« *emplacements pris sur les 50 pas du bord de la*
« *mer, (il s'agissait d'emplacements réservés à l'édi-*
« *fication de hangars), chacun en raison de la façade*
« *de sa propriété sise devant le bord de la mer et*
« *devant la tranchée qui lui appartient et qu'il est*
« *tenu d'entretenir.* »

Ainsi donc, avec le régime nouveau, les propriétaires limitrophes obtenaient définitivement ce qu'ils avaient vainement cherché à obtenir durant un siècle et demi : le droit exclusif de concession des terrains de la réserve bordant leur propriété.

Mais ce n'était pas là le caractère le plus important de l'arrêté. Avec lui, de même qu'avec l'arrêté du capitaine général Decaen, pour la réunion, dont nous allons parler tout à l'heure, les 50 pas géométriques *entraient dans le domaine public*. A la situation équivoque de l'ancien droit qui faisait de la réserve une simple propriété du roi, il substitue une situation nette, précise : la réserve est propriété publique, elle est en dehors du commerce, elle fait partie du domaine public de l'État, ce caractère est très nettement exprimé dans l'article I^{er} de l'arrêté de 1804 :

« *Les emplacements pris sur les 50 pas du bord de la mer sont propriété publique.* »

Ce caractère n'allait pas tarder à être confirmé

dans les grandes ordonnances qui, de 1825 à 1844, ont successivement organisé le gouvernement dans nos colonies.

Dans l'ordonnance du 9 février 1827 (1) pour la Martinique et la Guadeloupe, l'alinéa 5 de l'article 34 dit :

« Aucune portion des 50 pas géométriques réservés sur le littoral ne peut être ni échangée, ni aliénée. »

Et l'article 176 :

« Le conseil privé connaît comme conseil du contentieux administratif...

« 9° Des empiétements sur la réserve des 50 pas géométriques et de toute autre propriété publique. »

Tout cela n'empêcha d'ailleurs pas les colons de continuer plus que jamais leurs empiétements et de tendre de plus en plus à dépouiller la zone de son caractère d'inaliénabilité. La jurisprudence d'ailleurs favorisait ces tendances. Ainsi la cour de la Martinique, qui le 17 avril 1844 avait spécifié que « la jouissance précaire des 50 pas, dévolue aux habitants riverains, cesse lorsque l'État juge à propos de se servir de la réserve pour ses besoins ou ceux du public (2) », apporte à ce principe par un arrêt du 16 mai

1. Dislère. *Traité de législation coloniale*. Paris 1897, t. II, p. 23.

2. Crémazy. *Revue générale du Droit de la Législation et de la Jurisprudence*, t. XIII, p. 24.

de la même année, ce correctif ingénieux, et, reconnaissons-le, juste en soi : « lorsqu'une ville ou un bourg
« a été établi sur les 50 pas géométriques, le terrain
« domanial a reçu la destination que le gouvernement
« avait en vue et le but de la réserve reste atteint.

« Les constructions qui se sont élevées dans l'en-
« ceinte des villes, bourgs et villages et les terrains
« qui en dépendent sont devenues ainsi propriétés
« privées et, à moins de clauses contraires résultant
« des actes de concession, l'expropriation pour cause
« d'utilité publique n'a pu être prononcée qu'à la
« charge d'une juste et préalable indemnité (1). »

Donc ainsi que le dit M. Coquet en excellents termes, l'unité de la réserve était brisée. « La partie des pas géométriques comprise dans les villes et les bourgs sera susceptible de propriété privée et on pourra appliquer au reste, sans inconvénients sérieux, les règles strictes et rigoureuses de la domanialité publique (2). »

C'est, en somme, la confirmation pratique de l'opinion que nous avons exprimée au début de cet ouvrage : à savoir que les buts de la réserve étaient non pas contradictoires mais divers, suivant les temps et les lieux. La thèse de la cour de la Martinique était donc, bien qu'elle méconnût le principe général de

1. Crémazy, *Revue générale du Droit de la Législation et de la Jurisprudence*, t. XIII, p. 25 et Coquet, p. 38.

2. Coquet, p. 39.

domanialité des pas géométriques, parfaitement fondée. Elle avait pour elle les textes anciens (Lettres de M. de Baas du 8 février 1674 et de M. de Moras du 3 décembre 1757) qui indiquent comme un des buts principaux de la réserve la constitution d'agglomérations. Or, il est de toute évidence et de toute justice que les gens qui ont contribué, en édifiant des maisons, à la constitution de ces villages, doivent être assurés qu'on ne leur enlèvera pas, un beau jour, sans crier gare, la propriété d'habitations qu'eux ou leurs ancêtres ont péniblement construites. Donc le village une fois constitué, plus de réserve ! On se trouve en présence, (s'il nous est permis de nous servir de cette expression), d'une sorte de « déclassement automatique ».

C'eût été parfait si la cour de la Martinique s'en était tenue là. Mais elle alla beaucoup plus loin. Un de ses arrêts, en date du 8 août 1873, énonce cette vérité plus que contestable :

« La propriété des 50 pas géométriques réservés, « appartient non à l'État mais aux propriétaires des « étages supérieurs. L'État a seulement le droit de « disposer de cette réserve pour des destinations pré- « vues et déterminées. Si sur certains points du lit- « toral aucune batterie n'existe et que l'érection d'au- « cun bourg ne soit en projet, aucune entrave ne peut « être apportée à l'exercice du droit de propriété de

« l'habitant riverain. Non obstat. article 176, § 9 de
« l'ordonnance du 9 février 1827, etc... » (1)

Mais la cour de la Martinique reconnut elle-même son erreur, car un an après, dans un arrêt du 14 août 1874, elle revenait à une appréciation plus juste du caractère de la réserve, celle de l'arrêt de 1844.

« Les cinquante pas géométriques ne sont rien
« autre chose que les rivages et bords de la mer ré-
« servés de tout temps, dans une certaine largeur,
« pour remplir un double objet : la défense des côtes
« et l'utilité publique. En dehors de ces affectations
« d'intérêt général, la réserve des 50 pas géométriques
« est, en raison de sa destination même, soustraite
« aux règles de la propriété privée.

« Tous les documents, tant anciens que nouveaux,
« depuis la lettre du ministre de Moras du 3 décembre
« 1757 jusqu'à l'ordonnance organique du 9 février
« 1827 (art. 34, § 5), démontrent qu'il a toujours été
« tenu pour certain que, *à part les concessions accor-*
« *dées pour l'établissement des villes et bourgs et sur*
« *lesquelles il a été élevé des constructions devenues*
« *par là définitives et irrévocables et dès lors aliéna-*
« *bles et prescriptibles*, les 50 pas géométriques ap-
« partiennent essentiellement au domaine public. Ils
« ne peuvent par suite être valablement aliénés ou

1. Crémazy. *Revue générale du Droit de Législation et de la Jurisprudence*, t. XIII, p. 25 (cité par Coquet).

« prescrits et la jouissance précaire qui en est dévouée aux habitations riveraines cesse lorsque l'État juge à propos de la retirer pour ses besoins ou pour ceux du public (1). »

Il était donc dès lors constant aux Antilles que les propriétaires de maisons, bâties sur la réserve, et situées dans une ville ou un village, étaient aussi propriétaires du sol.

Mais cela, c'était la jurisprudence qui le décidait. Or, avec le temps, une jurisprudence, surtout lorsque la cour de cassation n'a pas donné son avis, une jurisprudence, peut se modifier. Les intéressés n'étaient pas très tranquilles, un bon texte législatif eût mieux fait leur affaire... Ils l'obtinrent. Ce fut le décret du 21 mars 1882(2) pour la Guadeloupe rendu applicable à la Martinique par le décret du 4 juin 1887.

Le législateur fut plus large encore que ne l'avaient été les magistrats. Non seulement, il reconnut la propriété aux concessionnaires de terrains bâtis situés dans les villes et les villages mais encore à tous ceux qui possédaient des constructions sur la réserve, moyennant certaines conditions, il est vrai. Et c'est pourquoi nous ne sommes pas de l'avis de M. Coquet quand il dit que « ces textes n'ont en somme rien innové » (3).

1. Crémazy. Ouvrage précédemment cité, p. 26.

2. *Journal officiel* (partie officielle) du 7 avril 1882.

3. Coquet, ouvrage cité, p. 39.

Voici les passages essentiels du décret du 21 mars 1882 :

« *Article 2.* — Les détenteurs des terrains bâtis
« dans les villes, bourgs et villages sur la zone des
« cinquante pas géométriques, réservée à l'Etat, re-
« cevront des titres de propriété définitifs et incom-
« mutables.

« 1° Pour ceux des dits terrains occupés antérieure-
« ment au 9 février 1827 et détenus publiquement et
« paisiblement depuis cette époque ;

« 2° Pour ceux des dits terrains occupés depuis le
« 9 février 1827 en vertu de permissions administra-
« tives dont les conditions auront été remplies. »

Voici donc tous les concessionnaires de terrains bâtis dans les villes et villages propriétaires de plein droit excepté ceux qui n'auraient pas rempli les conditions exigées par l'administration, ce qui, convenons-en, devait être plutôt rare.

Et encore, pour ces irréguliers, le décret est plein d'indulgence. Il en profite aussi pour donner la possibilité aux concessionnaires de terrains bâtis sur la réserve en dehors des limites des bourgs et villes de goûter aux joies de la pleine propriété.

« *Article 3.* — Les détenteurs de terrains bâtis
« situés dans l'intérieur des limites déterminées à
« l'article 8 et ne remplissant pas les conditions
« prévues à l'article 2; ou situées en dehors de ces
« limites, pourront aussi recevoir des titres de pro-

« priedé, après l'instruction prévue à l'article 9. Cette
« instruction porte simultanément sur la concession
« et sur l'établissement des servitudes dont il est
« parlé à l'article 6. »

Le législateur va se montrer plus généreux encore.
Il ne veut point qu'on chicane sur la question de
savoir si un terrain est bâti ou non :

« *Article 4.* — Sont regardés comme terrains bâtis,
« pour l'exécution des articles 2 et 3 du présent dé-
« cret, les terrains clos attenants aux bâtiments et
« en dépendant ».

Et il va même encore plus loin dans la voie des
concessions.

« *Article 7.* — Dans l'intérieur de villes, bourgs et
« villages, des concessions irrévocables de terrains
« non bâtis peuvent être accordées, à titre gratuit ou
« onéreux, par décrets délibérés en Conseil d'Etat.
« Il est fait recette au budget métropolitain du pro-
« duit des concessions à titre onéreux. »

Il convient ici de faire remarquer que, pour éviter
des abus dans l'octroi de ces concessions de terrains
non bâtis, on a pris soin de n'en point laisser la dis-
position au pouvoir local. A remarquer également
l'alinéa spécifiant qu'il est fait recette au budget mé-
tropolitain des produits des concessions. Cette dis-
position tranchait dans un sens favorable à l'État,
la question de l'attribution de la réserve qui depuis
quelques années était fort discutée.

Dans les autres articles du décret, le législateur a pris de sages précautions, soit en vue de réserver à l'État, sur les terrains du littoral, les droits qui lui sont nécessaires pour assurer la circulation le long de la mer et la défense des côtes, soit pour fixer, de façon aussi précise que possible, les limites des terrains visés et éviter ainsi les contestations à venir.

« *Article 5.* — Les titres de propriétés sont déli-
« vrés par le gouvernement en conseil privé. Un
« plan des lieux dûment homologué est joint aux
« titres de propriétés.

« *Article 6.* — Les propriétés ainsi constituées sup-
« portent les diverses servitudes dont l'établissement
« est nécessaire dans l'intérêt des tiers et des services
« publics, les servitudes sont constatées et détermi-
« nées au titre de propriété.

« *Article 7.* — (Précédemment cité, ne concerne
« pas ces matières.)

« *Article 8.* — La limite des villes, bourgs et vil-
« lages dans la zone des 50 pas géométriques est fixée
« par décret délibéré en Conseil d'État.

« *Article 9.* — Les concessions prévues aux arti-
« cles 3 et 7, l'établissement des servitudes prévu à
« l'article 6, la fixation de la limite, prévue à l'arti-
« cle 8, ont lieu après affiche, enquête de *commodo*
« et *incommodo* et avis des services du génie mili-
« taire de la marine, des douanes, et des ponts et
« chaussées. »

Voilà quel est actuellement l'état de la législation en ce qui concerne les 50 pas géométriques aux Antilles.

En somme, il ne reste plus grand'chose de la réserve. Dans les villes, villages et bourgs, elle a presque complètement disparu ; et la faculté qu'on a de délivrer en dehors des agglomérations des titres de propriété aux détenteurs de terrains bâtis sur la zone lui porte une rude atteinte. On peut dire qu'à la Martinique et à la Guadeloupe, la réserve n'existe plus qu'à l'état de fantôme (1).

1. Nous verrons qu'il en est de même à la Guyane depuis le décret du 15 septembre 1901.

CHAPITRE II

A la Réunion

Le règlement des syndics de la Compagnie des Indes. — L'arrêté du capitaine-général Decaen. — Le conflit des marines.

A la Réunion, et bien que la réserve ait été, là aussi, l'objet d'attaques fort vives et le sujet de nombreuses contestations, on n'est pas allé aussi loin qu'aux Antilles, il s'en faut même de beaucoup, dans les tempéraments apportés au principe de domanialité publique des 50 pas géométriques. C'est que, dans cette île, on utilisa la réserve d'une façon bien différente de celle de nos colonies d'Amérique. On ne se préoccupa nullement de constituer au bord de la mer des centres tant urbains que ruraux, on eut simplement en vue d'assurer la défense des côtes, la libre circulation sur le littoral et aussi, souci dont nous n'avons point trouvé trace aux Antilles, des lieux de pâturage aux troupeaux.

L'origine des 50 pas géométriques à l'île Bourbon, semble, de même qu'aux Antilles, remonter aux dé-

buts même de la colonisation. Le premier document où il est fait mention de la réserve semble en effet indiquer qu'elle existait depuis longtemps, c'est une lettre des directeurs de la Compagnie des Indes, en date du 27 janvier 1724, qui recommandent à leurs agents, sans entrer, paraît-il, dans d'autres détails à ce sujet, de réserver les 50 pas du roi (1). Recommandation aussi utile à la Réunion qu'aux Antilles, car, là également, il fallait défendre la zone contre l'appétit des colons, et aussi, semble-t-il, contre la négligence des agents de la Compagnie souveraine chargés d'accorder des concessions. Un document le prouve : c'est le réquisitoire prononcé le 17 novembre 1734 par le procureur général Brenier, devant le conseil supérieur de l'Île Bourbon (2). Ce magistrat s'exprimait en ces termes :

« Vous remontre le procureur général qu'il a été
« accordé dans plusieurs quartiers de cette île des
« concessions à différents particuliers, à prendre de-
« puis le bord de la mer jusqu'au sommet des mon-
« tagnes, ce qui blesse également les droits de la
« Compagnie et le bien public. Les rivages des fleu-
« ves et le bord de la mer appartiennent incontestable-

1. Nous citons cette lettre d'après Crémazy (*Revue générale du Droit de la Législation et de la Jurisprudence*, t. XIV, p. 42). Ce dernier après avoir indiqué qu'elle est aux archives de la Réunion n'en donne pas le texte, et il nous a été impossible de le retrouver.

2. Citation empruntée à Crémazy, ouvrage cité, p. 42.

« blement au souverain et, par conséquent, à la Compagnie qui le représente et est revêtue de ses droits.

« Elle s'est réservé dans toute l'Ile, le long du
« bord de la mer, cinquante gaulettes (1) à prendre
« de l'endroit où peut monter la plus haute mer, tant
« pour les chemins publics que pour la commodité
« du commerce, pour y construire des forts et batteries pour la défense publique et y recevoir les épaves et autres choses que la mer peut recevoir sur ses bords, ce qui est un droit domanial. On n'a donc pu concéder à des particuliers un terrain qui appartient de droit à la Compagnie, et qui fait partie de son domaine. »

Nous trouvons, dans ce réquisitoire, l'indication d'une nouvelle utilisation de la réserve, une plus grande commodité pour la Compagnie qui, on le voit, ne dédaignait point les petits profits, d'exercer le droit d'épaves. Il est fait aussi mention dans ce document de l'emploi de la réserve comme pacage. Le procureur général Brenier, « définissant l'étendue du terrain qui doit servir de commune pour y élever des bestiaux et leur procurer des pâturages », prend soin de dire que « *le terrain ne pourra commencer qu'au-*

1. M. Crémazy (p. 42 en note) indique que la gaulette, employée à Bourbon comme mesure de longueur et de superficie, est, comme mesure de longueur, de 15 pieds ou 4 m. 80 environ, et, comme mesure de superficie, de 23 centiares 75.

dessus des 50 pas du roi » (1) ce qui suppose évidemment qu'on avait coutume de faire le contraire. Et si Brenier veut faire renoncer à cette pratique, que plus tard l'arrêté de 1807 consacrera, c'est que, sans doute, comme il y avait alors plus de terres disponibles que 73 ans plus tard, il ne voulait pas que les particuliers eussent, de par la coutume, un droit, si peu gênant soit-il, sur un terrain dont la libre et entière disposition devait rester au souverain, en l'espèce la Compagnie.

Celle-ci, d'ailleurs, ne perdit pas l'occasion, vingt ans plus tard, de proclamer à nouveau ce principe d'une manière encore plus formelle. Et même, alors qu'aux Antilles, à la même époque, l'administration royale ne faisait, nous l'avons vu, aucune difficulté pour accorder les concessions de jouissance sur la réserve, l'administration de la Compagnie des Indes, plus rigoureuse, semble ne vouloir admettre aucune concession quelle qu'elle soit.

Voici en effet ce que dit l'article 1^{er} du règlement du 9 avril 1754 pour l'île Bourbon, émané des syndics de la Compagnie des Indes (2) :

« *Article premier.* — Les cinquante pas géométriques de profondeur le long du bord de la mer, ensemble les bois qui pourront croître sur les dits

1. Crémazy. *Revue générale du Droit de la Législation et de la Jurisprudence*, t. XIV, p. 42.

2. Crémazy..., *id.*, p. 43.

« terrains, seront et demeureront parties essentielles
« et inaliénables du domaine de la Compagnie ; fait très
« expresses défenses et inhibition : à ses conseils de
« concéder, à l'avenir, aucun terrain dans les dites
« limites ; déclare nulles toutes concessions qui pour-
« raient être faites à l'avenir au préjudice des dites
« défenses ; à toutes personnes de quelque qualité et
« condition qu'elles soient de couper aucun bois dans
« l'étendue des dites limites, à peine de 3.000 francs
« d'amende et de plus grande peine si le cas y
« échéait. »

La royauté, lorsqu'à partir de 1767, elle administra directement l'île Bourbon, ne fit point montre au sujet de la réserve de la même intransigeance que la Compagnie souveraine. M. Demartial (1), qui fit des recherches dans les dossiers des colonies, mentionne qu'après 1767 il existe des permis d'établir sur les 50 pas à la Réunion qui d'ailleurs ont tous soin de prévenir le titulaire qu'il déguerpira sans dédommagement à la première réquisition. C'était la conception admise aux Antilles.

De même que dans ces dernières colonies, ce fut, à la Réunion, un acte du représentant du Gouvernement impérial qui détermina le caractère de domanialité publique de la réserve. Il s'agit de l'arrêté du capitaine-général Decaen gouverneur de l'île, en date

1. G. Demartial. *Les 50 pas géométriques aux Colonies*, Paris, 1897.

du 5 mai 1807, qui est le premier document fixant, dans les temps modernes, la nature et l'étendue de la zone des 50 pas géométriques. Pour cette raison il convient de le reproduire *in extenso* (1) :

« Vu le rapport qu'une grande partie des réserves
« des bords de la mer, dites des 50 pas géométriques,
« est occupée aux îles de France (2) et de Bonaparte
« par divers particuliers : que les uns n'ont pas de
« titres ; que d'autres n'ont que ceux d'une jouissance
« temporaire et sujette à révocation ; que d'autres
« prétendent à la propriété de cette réserve parce
« que leur titre désigne le bord de la mer pour limi-
« tes. »

On le voit, les empiétements sur la réserve n'avaient pas été moindres sous l'ancien régime dans nos îles africaines que dans nos îles d'Amérique et la zone semble y avoir encore été moins bien défendue par l'administration. Mais le général Decaen va remettre les choses au point.

« Considérant que cette réserve n'est autre chose
« que les rivages et bords de la mer dont la largeur

1. Delabarre de Nanteuil. *Législation de l'Île de la Réunion*, Paris, 1863, t. II, p. 289 et Demartial. *Les 50 pas géométriques aux Colonies*, p. 5.

2. Les 50 pas géométriques existaient donc aussi à l'Île-de-France. L'arrêté du capitaine général Decaen est d'ailleurs le seul document que nous ayons trouvé au sujet de l'existence de la réserve dans cette colonie.

« a été fixée en général à 50 pas géométriques pour
« remplir un double objet : la défense de ces îles
« et l'utilité publique, *que, conséquemment, cette ré-*
« *serve est, autant par sa nature que par sa destina-*
« *tion, hors de la classe des terrains susceptibles de*
« *devenir propriété privée et qu'elle appartient essen-*
« *tiellement au domaine public.*

« Après en avoir délibéré avec le préfet colonial.
« Arrête :

« *Article premier.* — Les réserves des bords de
« la mer, dites des 50 pas géométriques, sont main-
« tenues sur toute l'étendue des côtes des îles de
« France et de Bonaparte ; ces réserves sont inalié-
« nables.

« *Article 2.* — La largeur de la réserve des pas
« géométriques est comptée à partir de la ligne des
« rivages baignée par la haute mer aux plus hautes
« marées. Cette largeur ne sera pas moindre que cin-
« quante pas géométriques de cinq pieds chacun, c'est-
« à-dire quatre-vingt-un mètres à peu près.

« Dans tous les cas, la dite largeur comprendra
« l'espace jugé nécessaire à la défense de la côte sans
« perdre de vue celui qui doit exister pour les paca-
« ges et le parcours des troupeaux. »

Voilà donc rendu licite l'usage contre lequel ten-
tait de réagir, en 1734 le procureur général Brenier
dans son réquisitoire. Cette mesure du gouverneur
de 1807 était fort juste et fort ingénieuse; car l'élevage

des troupeaux était, et est encore, une des principales ressources agricoles de la colonie (1) et il était sage de prévoir un temps où, par suite du développement de la population et des cultures, les pâturages se feraient de plus en plus rares. Ce n'est d'ailleurs pas là la seule originalité de cet arrêté, l'article suivant contient une extension remarquable de la réserve.

« Article 3. — Sont réputés et déclarés annexes
« de la réserve des pas géométriques, les étangs et
« marais salants, lacs, mares et bassins situés en
« tout ou partie sur l'espace que ces réserves doivent
« naturellement occuper ou qui en interrompent la
« largeur : lesquelles annexes font ou doivent faire
« partie du domaine public et de plus, intéressent la
« défense de la côte. La réserve nécessaire pour le
« contour des dites annexes tant pour la défense que
« pour le pacage sera déterminée suivant la nature
« des lieux.

« Sont encore réputés et déclarés annexes des ré-
« serves des bords de la mer, les îlots adjacents aux
« rivages, les bancs qui assèchent aux basses ma-
« rées, les embouchures et les bassins d'embouchure
« des rivières accessibles aux bateaux du dehors.

1. M. Coquet (p. 31) parle, à ce sujet, des lettres de la Compagnie des Indes, citées par Crémazy et rappelle des décisions judiciaires modernes qui spécifient qu'on ne peut comprendre dans les pas géométriques que des « terrains fermes non submergés et susceptibles de produire une végétation herbacée ».

« Ces dernières annexes, ainsi que les bras de mer,
« auront, sur leur contour, une réserve de défense
« dont la longueur et la largeur seront déterminées
« suivant l'exigence des lieux et sans préjudice du
« chemin de halage dû le long des rivières naviga-
« bles ou flottables.

« *Article 4.* — La démarcation de la réserve des
« pas géométriques et de ses annexes sera, autant
« que le permettra la localité, parallèle au contour
« de la côte, considérée en grand et sans égard aux
« petites sinuosités ; elle sera abornée à tous ses points
« d'inflexion et à tous ceux de sa rencontre avec les
« balisages des concessions contiguës ou avec leur
« prolongement. Cette démarcation sera rendue re-
« connaissable par des balisages faits aux dépens de
« qui il appartiendra et de la manière qui sera ulté-
« rieurement ordonnée ; lesdits balisages sépareront
« la réserve des pas géométriques d'avec les proprié-
« tés particulières adjacentes, et même des terrains
« appartenant à l'État, ou des réserves d'autre na-
« ture qui lui seront contiguës.

« *Article 5.* — La reconnaissance des réserves
« des pas géométriques, sur les côtes des Iles de France
« et de Bonaparte, sera faite par la direction du Gé-
« nie et soumise au capitaine-général qui en arrê-
« tera la démarcation. Ces réserves seront ensuite
« abornées et balisées par la direction des Ponts et
« Chaussées, en présence des propriétaires limitro-

« phes. Les procès-verbaux d'abornement seront faits
« doubles pour être déposés aux Archives et au greffe
« du tribunal terrier : expéditions en seront délivrées
« aux propriétaires limitrophes et respectifs.

« *Article 6.* — Les terrains non concédés qui pour-
« ront se trouver en arrière de la réserve des pas géo-
« métriques, après sa détermination, seront reconnus
« par la direction des Ponts et Chaussées, qui les
« fera aborner et arpenter ainsi qu'il a été dit en
« l'article précédent : elle donnera ses rapports sur
« le meilleur emploi à faire des dits terrains. Dans
« les cas où ils seraient susceptibles d'être aliénés
« ou donnés à bail, la préférence sera accordée, tou-
« tes choses d'ailleurs égales, aux propriétaires limi-
« trophes placés vis-à-vis de ces terrains.

« *Article 7.* — Toutes permissions d'établissement
« et titres quelconques de jouissance ou de propriété
« sur la réserve des pas géométriques, seront repré-
« sentés par les titulaires à la première réquisition
« du directeur du Génie.

« Les permissions d'établissement et titres quel-
« conques de jouissance sur les autres réserves se-
« ront de même représentés par les titulaires à la
« première réquisition du directeur des Ponts et
« Chaussées.

« *Article 8.* — Par des dispositions subséquentes,
« il sera statué sur l'emploi le plus avantageux des

« réserves des pas géométriques, tant pour l'intérêt
« de l'État que pour celui des habitants. »

Certains auteurs, dont M. Coquet (1), inclinent à voir dans les termes de l'article 7 de ce décret la preuve qu'il existait alors sur la réserve des concessions en toute propriété : « ... *toute permission et titres quelconques de jouissance ou de propriété...* ».

Nous ne le croyons pas pour notre part. L'article 7 serait alors en contradiction absolue avec le préambule qui déclare que la réserve est, « autant par sa nature que par sa destination, hors de la classe des terrains susceptibles de propriété privée ».

L'explication du mot *propriété*, employé dans l'article 7 est, croyons-nous, beaucoup plus simple. Certes, en citant isolément cet article, cela peut en effet faire croire à l'existence de titres de propriété sur la zone, mais non pas lorsque l'on considère l'ensemble du décret.

Que dit-il en effet au début ? Il dit, de manière assez méprisante, qu'une grande partie de la réserve est occupée par un certain nombre de particuliers, dont les uns ont des titres de jouissance temporaire, les autres rien du tout, et les autres se prétendent propriétaires parce que leurs titres désignent le bord de la mer pour limite. Or, après avoir déclaré que ces terrains ne sont pas susceptibles de propriété,

1. Coquet. *Le Domaine public colonial*, p. 34 en note.

il décide dans son *article 5* que la reconnaissance des réserves des pas géométriques sera faite par la direction du Génie aidée de celle des Ponts et Chaussées et, dans son *article 7*, que, (évidemment et tout d'abord au cours des opérations de reconnaissance), toutes permissions d'établissement et titres quelconques de jouissance ou de propriété, (la prétendue propriété dont il est parlé dans le préambule du décret) seront présentées à la première réquisition du directeur du génie. Et il arrivera alors, conformément à l'esprit qui anime le décret, que l'administration déclarera au « propriétaire » qu'il n'est pas propriétaire du tout sur la réserve et que si le titre de propriété de terrain qu'il possède en bordure de la zone porte comme limite les bords de la mer, il faut entendre par « bord de la mer », non seulement les lais et relais, et « la partie du littoral couverte et découverte par l'action ordinaire du flot », mais aussi les 50 pas géométriques.

Il faut reconnaître toutefois qu'au début du *xix^e siècle* la distinction ne fut pas très nettement établie. C'est ainsi qu'une ordonnance locale de M. Louis Henri Desaulses de Freycinet, gouverneur de Bourbon, prise le 10 novembre 1821 (1) en vue d'établir avec exactitude, près la place Saint-Pierre, les limites

1. Delabarre de Nanteuil. *Législation de l'Île de la Réunion*, t. II p. 291.

des pas géométriques, afin de procéder à des travaux d'utilité publique dit, (art. 1^{er}), que les *possesseurs* des terrains compris dans la zone sont tenus de produire au contrôle colonial, sous quinze jours, les titres en vertu desquels ils possèdent les dits terrains; et plus loin ajoute (art. 3): « Tous possesseurs actuels qui, après avoir négligé de se conformer aux dispositions ci-dessus, viendraient subséquemment à faire *preuve de propriété* seront tenus d'indemniser le gouvernement des dépenses quelconques qu'il aurait faites par rapport à leurs terrains, etc... » Faire preuve de propriété sur la zone des 50 pas? Qu'entendait-on par là? Voulait-on dire seulement *propriété précaire*, droit de jouissance? Il y avait là évidemment un gros doute. Il ne subsista pas longtemps d'ailleurs puisque, quatre ans après, le 21 août 1825 (1) la première des grandes ordonnances organisant le gouvernement dans nos colonies, le dissipa et ne laissa plus place à aucune équivoque sur la nature des concessions à accorder sur la réserve.

Son article 33 alinéa 5 (dont l'article 34 de l'ordonnance de 1827, concernant les Antilles, précédemment cité n'est que la reproduction) dit en effet :

« Aucune portion des 50 pas géométriques réservés
« sur le littoral ne peut être ni échangée ni aliénée. »

Nous retrouvons également dans ce décret à l'article 160 l'article 176 du décret de 1825 :

1. Dislère. *Traité de législation coloniale*, t. II, p. 23.

« Le conseil privé connaît comme conseil du contentieux administratif...

« 9^e Des empiétements sur la réserve des 50 pas géométriques et sur toute autre propriété publique. »

Le décret colonial du 5 août 1839 (1), « concernant les échanges, aliénations et concessions des biens domaniaux à la Réunion », tout en précisant encore le caractère précaire des concessions accordées sur la réserve et en prenant une partie des « dispositions subséquentes » annoncées dans l'article 8 de l'arrêté de 1807, allait apporter cependant certains tempéraments à cette précarité.

Après avoir répété, dans son article 9, que « aucune portion des 50 pas géométriques réservés sur le littoral ne peut être ni échangée ni aliénée », il ajoute :

Art. 10. — Il pourra être accordé par le Gouverneur des permis d'établir avec redevance sur les terrains formant la réserve mentionnée dans l'article précédent, lorsque ces terrains ne seront pas nécessaires au service public.

« Les permis seront délivrés à la condition expresse de déguerpissement sans indemnité à la première réquisition de l'autorité.

« Toutefois le déguerpissement ne pourra être forcé qu'un mois après avertissement, le cas de guerre excepté. »

1. Delabarre de Nanteuil. Ouvrage cité, t. II, p. 271.

« *Article 11.* — Les permis d'établir sont accordés
« de préférence aux propriétaires de terrains limi-
« trophes situés vis-à-vis des pas géométriques. Néan-
« moins cette disposition n'est pas applicable lorsque
« la demande aura pour objet un établissement d'u-
« tilité générale. »

On voit qu'à la Réunion on ne manifeste pas un aussi grand respect qu'aux Antilles des commodités des propriétaires riverains, on se borne à leur donner le droit de préférence reconnu dans l'ancien droit et aussi, ainsi que nous allons le constater plus loin, à prendre des précautions pour que les concessions faites n'apportent ni trouble ni dépréciation à leur propriété. Le décret règle également, de façon minutieuse, la manière dont seront établies les concessions et les redevances.

« *Article 12.* — La redevance sera établie par la
« voie des enchères, sauf le cas où il s'agira d'un
« établissement d'utilité générale où elle sera ré-
« glée administrativement.

« *Article 13.* — Les demandes des permis d'établir
« seront formées par une requête adressée au chef
« de l'administration intérieure avec le plan des
« lieux. Les demandes seront publiées par la voie de
« l'un des journaux de chaque arrondissement et
« resteront affichées pendant un mois dans la com-
« mune où le permis sera demandé. Pendant ce dé-

« lai, tout particulier sera admis à présenter ses
« moyens d'opposition.

« Après ce délai expiré, le Conseil Municipal de
« la Commune sera appelé à donner son avis ; et le
« chef de l'administration intérieure, après avoir re-
« cueilli tous les renseignements nécessaires, fera son
« rapport au gouverneur qui statuera sur la demande.

« *Article 14.* — La décision portant qu'il y a lieu
« d'accorder le permis d'établir sera, dans le cas
« prévu par le premier alinéa de l'article 11, trans-
« mise au propriétaire du fonds limitrophe lorsqu'il
« n'aura pas lui-même formulé la demande.

« Il devra, dans le mois de cette notification, faire
« connaître s'il entend user du droit de préférence qui
« lui est réservé par l'article 11 auquel cas, le prix sera
« fixé par les experts nommés l'un par le Gouverne-
« ment, l'autre par le propriétaire. En cas de division
« de la part des experts, un tiers expert sera nommé
« par le tribunal. Le Gouvernement conserve le droit
« de refuser le permis si le prix de l'estimation lui
« paraît inférieur au prix réel.

« Le délai d'un mois expiré sans que le proprié-
« taire supérieur ait répondu, il sera passé outre à
« l'adjudication comme il est dit en l'article 13. »

Suivent dans *l'article 15* des dispositions concer-
nant l'adjudication et le remboursement de certains
frais par le propriétaire du terrain limitrophe qui
aurait usé de son droit. D'ailleurs qu'il ait ou non

revendiqué la préférence, le décret lui reconnaît le droit, dans le cas où la concession aurait été donnée à un autre qu'à lui « à un chemin permettant le transport des pirogues et des charrettes jusqu'à la mer. »

Ainsi, dorénavant, à la Réunion, les concessions comporteront des redevances dont le taux est établi d'une façon un peu analogue à celle de l'indemnité d'expropriation dans la loi de 1807. Mais le paiement de cette redevance par le concessionnaire force l'État à avoir envers lui certains égards et cela est si juste que, ainsi que nous l'avons fait remarquer, le décret de 1839 apporte certains ménagements dans l'exercice du droit de déguerpissement. Que l'on soit l'État ou un simple particulier, on agit toujours avec moins de désinvolture envers un homme qui paie qu'envers un homme qui ne paie pas.

Ce souci de ménager les concessionnaires et, malgré les termes formels des textes, de leur tenir compte autant que possible du dommage à eux causé par l'exercice du droit de déguerpissement ne fit que s'accroître par la suite. On en trouve la preuve dans un curieux arrêté pris le 10 mars 1852 par le gouverneur de la Réunion qui rêvait, semble-t-il, de doter le siège de son gouvernement d'une perspective architecturale et de faire à Saint-Denis quelque chose dans le genre de la place Royale ou de la place de la Concorde (1).

1. Delabarre de Nanteuil. Ouvrage cité, t. I, p. 529.

« Considérant, dit cet arrêté, que dans un but d'em-
« bellissement aussi bien que dans un but d'utilité
« générale, il convient de donner à la portion des
« pas géométriques, avoisinant le Barachois, une des-
« tination autre que celle qui lui a été assignée jus-
« qu'à ce jour ;

« Considérant aussi *que la position des concession-*
« *naires évincés et l'importance des conditions à im-*
« *poser aux nouveaux ne permettent pas qu'il leur*
« *soit fait une stricte application du décret du*
« 5 août 1839 ;

« Conservant à cette portion des pas géométriques
« son caractère d'ilaniénabilité : avons arrêté et
« arrêtons ce qui suit :

« *Article premier.* — La portion des pas géomé-
« triques limitée : au Nord par le Quai du Barachois,
« à l'Ouest par la rue de Paris, au Midi par celle du
« Débarcadère et à l'Est par la rue de l'Intendance,
« recevra une destination conforme au plan qui res-
« tera annexé au présent arrêté. »

Les articles 2 et suivants indiquent les conditions à remplir tant par de nouveaux adjudicataires que par les anciens détenteurs qui manifesteraient l'intention de conserver leur concession : engagement d'élever dans les dix-huit mois, et sur l'alignement donné, les constructions indiquées au plan des lieux ; prix des redevances fixés par voie d'enchères, pour les nouveaux concessionnaires, et administrativement

pour les anciens ce qui est un avantage sérieux pour ces derniers, etc... Et enfin, vient l'article 8 qui fait des concessionnaires des quasi-propriétaires... tout au moins pour une période de dix ans.

« *Article 8.* — Toute sommation de déguerpir, soit
« dans le mois, soit dans les vingt-quatre heures, faite
« par l'administration dans les premiers dix ans de
« la concession, donnera droit au paiement d'une
« indemnité dont le montant sera fixé par deux
« experts qui seront commis : l'un par le gouverneur,
« l'autre par le propriétaire évincé, et, en cas de
« division, par un tiers expert nommé par le tribunal
« de première instance. »

Il est évident que c'était là un traitement de faveur pour des concessionnaires auxquels le gouvernement demandait des sacrifices d'argent qu'il leur payait de cette manière. Mais ce n'en était pas moins une rude entorse au principe d'inaliénabilité énoncé dans les articles 33 de l'ordonnance de 1825 et 9 du décret de 1839. La réserve n'était plus inaliénable puisqu'on constituait sur elle des propriétés. N'est-ce pas en effet une véritable propriété donnée à ces adjudicataires qu'il fallait pour les déposséder, exproprier ? car l'opération décrite à la fin de l'article 8 est bien une sorte d'expropriation.

La jurisprudence n'allait pas d'ailleurs tarder à reconnaître à tous les concessionnaires certains droits fort appréciables.

Un arrêt de la cour de la Réunion, en date du 24 janvier 1862 (1), rendu à propos d'un procès entre un concessionnaire sous redevance de la réserve et un propriétaire limitrophe décide :

« Qu'un concessionnaire de cette nature possède,
« comme un propriétaire, l'immeuble qui lui est ainsi
« transmis pour un temps indéterminé : comme l'em-
« phytéote, il peut, pendant la durée de son occupa-
« tion, disposer de cette propriété par vente, cession
« échange et même l'hypothéquer ; le tout sauf l'exer-
« cice des droits révocatoires de l'État. »

La cour de la Réunion reconnaissait comme un droit ce que, aux Antilles, sous l'ancien régime on avait laissé faire par pure tolérance mais non sans protester véhémentement contre « ces abus ». Rappelons-nous la lettre de M. de Moras à ce sujet.

Donc, depuis 1862, les colons qui, au début, n'avaient pas le droit d'avoir des concessions, même précaires sur la réserve, avaient non seulement la faculté d'obtenir des concessions sur les 50 pas ; mais encore, ils pouvaient les vendre, troquer, hypothéquer. Toutefois ils restaient sous la menace constante du déguerpissement que l'État pouvait décider à son gré.

Fort heureusement pour eux, un arrêt du Conseil d'État est venu, le 14 novembre 1902, consolider le fil

1. Crémazy. Ouvrage cité, t. XIV, p. 47.

qui tient suspendu sur leur tête cette épée de Damoclès, en rappelant que les permis d'établir dans la réserve ne peuvent être rapportés que *si leur retrait est exigé par les besoins de la défense des côtes ou l'intérêt général*.

Cet arrêt de 1902 fut rendu à propos de ce que l'on a appelé *le conflit des Marines de la Réunion*. Cette affaire, qui eut une importance considérable dans l'histoire des 50 pas, mérite d'être tout au long exposée.

Nous allons tâcher de le faire en nous servant des renseignements puisés surtout dans le cours de M. Leseur à la Faculté de Droit de Paris, de 1909-1910, et dans le rapport que M. Bourrat fit, en 1905, à la Chambre des Députés sur la question (1).

Les Marines sont des établissements de batellerie destinés au chargement et au déchargement des navires qui viennent à la Réunion, ils sont constitués par des appontements de bois où viennent accoster les barques et les chalands qui font la navette entre la côte et les navires ancrés au large.

Ces établissements étaient donc forcément placés sur la zone des 50 pas géométriques et on y avait établi, non seulement les appontements, mais encore les hangars et magasins nécessaires à l'entrepôt des

1. *Journal officiel*, 1905. Annexes. Documents parlementaires. Chambre des Députés (session ordinaire).

marchandises en transit. Avant la construction en 1877 du port de la pointe des Galets et du chemin de fer à voie étroite qui le dessert, (lequel, entre parenthèses, inaugura une des utilités modernes de la zone qui est de faciliter la construction des voies ferrées), les marines étaient fort utiles et même indispensables à la Réunion qui ne possédait que des rades foraines. Aussi dès l'origine l'administration accorda-t-elle avec la plus grande facilité aux particuliers des permis d'établir sur la réserve, du moment qu'ils avaient l'intention de constituer des établissements de ce genre. Ces permis d'établir étaient d'ailleurs conformes à l'article 10 du décret colonial du 5 août 1839 déjà cité.

L'administration alla même plus loin tant elle avait le désir de favoriser des établissements de ce genre. M. Bourrat nous l'apprend dans son rapport.

« Lorsqu'un concessionnaire venait à disparaître soit par décès, soit pour toute autre cause, son successeur n'avait jamais, jusqu'à ces dernières années, aucune difficulté à faire confirmer son titre. Cette faculté était devenue si grande que plusieurs des ayants droit jugèrent cette formalité comme étant tombée en désuétude et négligèrent de se prémunir de toute nouvelle autorisation. »

Cependant ce système des marines ne laissait pas que de présenter de sérieux inconvénients. Les navires qui restaient, en somme, en pleine mer n'étaient

guère en sûreté et pour peu que la houle fût un peu forte, on se représente quelles difficultés et même quel péril présentaient les opérations de transbordement. Les autorités et les assemblées locales protestaient contre cet état de choses, et demandaient à grands cris la construction d'un port en eau profonde. Leurs vœux furent comblés par la loi du 23 juillet 1877 décidant, non seulement la création d'un port à la pointe des Galets, sur la côte ouest de l'île, mais aussi la construction d'un chemin de fer qui reliait ce port aux principaux centres de l'île.

On ne se préoccupa point alors de la concurrence que pourraient faire les marines au port et au chemin de fer. On pensait que c'était une question qui ne se posait même pas ; M. Bourrat d'ailleurs l'avoue ingénument dans son rapport. Comment capitaines et négociants ne préféreraient-ils pas un bon port, bien abrité avec un beau petit chemin de fer qui transporterait rapidement les marchandises venant des autres points de l'île ou y allant, à ces moyens lents et périlleux datant de nos arrière-grands-pères ?... Les marines ! Les marines ! mais elles allaient bientôt disparaître faute de clients.

Il fallut déchanter. Rien ne donne aux établissements commerciaux de même qu'aux gens, de l'ingéniosité et de l'énergie comme la volonté de vivre. Les propriétaires des marines, se syndiquèrent, se prodiguèrent, baissèrent leur prix, bref, firent tant

et si bien, qu'une fois chemin de fer et port construits ce ne fut pas ceux-ci qui tuèrent celles-là, mais bien celles-là qui menacèrent de tuer ceux-ci. Les marines furent plus florissantes que jamais au plus grand dam du chemin de fer dont les wagons roulaient le plus souvent à vide et du port qui attendait en vain les navires.

Ce chemin de fer et ce port n'avaient d'ailleurs pas de chance. Leur construction et leur exploitation avaient été confiées à une compagnie concessionnaire avec garantie d'intérêt. Cette compagnie, que ce soit en raison de fautes de gestion ou d'un cahier des charges trop rigoureux peu importe, se trouva en 1887 au bout de ses fonds ; et, le 23 novembre de cette année-là, déclara tout net à l'État qu'il lui était impossible de continuer à exploiter sans de nouveaux subsides. L'administration, conformément aux cahiers des charges, prononça le 2 décembre suivant la déchéance de la compagnie, d'où il résulta la mise sous séquestre du port et du chemin de fer ; le dit séquestre assurant l'exploitation provisoire, en attendant que vint un nouveau concessionnaire. On l'attendit en vain... et en désespoir de cause le département des colonies demanda et obtint, par l'article 33 de la loi des finances du 17 juillet 1889, d'assurer directement la gestion de l'entreprise, pour laquelle fut, désormais, établi un budget annexe à celui du ministère des Colonies.

Les choses n'en marchèrent pas mieux. Et tous les ans le rapport sur le budget annexe constatait un déficit ! Et tous les ans les membres de la commission du budget s'en désolaient et cherchaient un moyen pour empêcher la Réunion de continuer à faire payer son port et son chemin de fer par la Métropole, ou, tout au moins, la cause de ce déficit. La cause on la connaissait, c'était la concurrence des marines. Mais le moyen : supprimer la concurrence des marines en supprimant les marines elles-mêmes, était moins facile à trouver.

Le rapporteur à la Chambre du budget des colonies pour 1897 proposait : soit de frapper les marines de taxes prohibitives, soit de déclarer ouvert au commerce le seul port de la Pointe des Galets. Il n'eut point de succès. Mais son successeur de 1898 fut plus écouté, du moins par le ministre. Il était d'avis non sans raison d'ailleurs, que pour se débarrasser des marines, point n'était besoin d'aller chercher si loin. Il n'y avait qu'à s'en tenir purement et simplement au fameux article 10 du décret de 1839 qui dit, entre autres choses : « *Les permis seront délivrés sous « la condition expresse de déguerpissement sans indemnité à la première réquisition de l'autorité. Toutefois le déguerpissement ne pourra être forcé qu'un « mois après avertissement, le cas de guerre excepté.* » Il suffisait donc de dire aux marines :

Vous tenez vos concessions conformément à l'arti-

cle 10. Eh bien, conformément à ce même article 10, il faudra déguerpir dans un mois.

C'était tout au moins légal, si ce n'était pas très juste.

Le ministre était aussi de cet avis, mais il n'osa tout de même pas appliquer l'article 10 dans toute sa rigueur. Il se borna à prescrire au gouverneur, par une lettre du 24 mai 1898, de retirer, à titre de première mesure, les permis d'établir à toutes les marines qui n'auraient pas des titres parfaitement réguliers.

Nous avons déjà dit, en effet, que plusieurs propriétaires de marines, acquises soit par cession, soit par héritage, avaient négligé de solliciter une nouvelle autorisation, considérant que c'était là une formalité désuète. Peut-être cette croyance était-elle fondée sur la décision de la cour de la Réunion du 24 janvier 1862, assimilant les concessionnaires à des emphythéotes. Quoi qu'il en soit, lorsque le gouverneur voulut prendre cette mesure, qui cependant ainsi que nous l'avons fait remarquer n'était qu'une demi-mesure, ce fut un beau vacarme ! Les propriétaires des marines et les chambres de commerce protestèrent avec autant d'unanimité que de véhémence.

« C'est ainsi, disaient les protestataires, qu'on récom-
« pense les grands services rendus par les marines
« à la Colonie ! alors qu'il y a quelques années, on
« les considérait comme des établissements d'intérêt
« public, objets de la sollicitude de l'administration

« qui réglementait minutieusement leur tarif. Ah, certes ! on ne les considérait pas alors comme existant tant en vertu d'une simple tolérance et on ne cherchait pas à chicaner sur les titres.

« Les propriétaires des marines, encouragés par l'État, ont fait des dépenses considérables, bâti des appontements, des hangars. Et maintenant parce qu'il plaît à l'État de leur faire concurrence, ils seraient sans indemnité, sans aucune compensation s'anéantir le fruit de plusieurs années de travail et de lourds sacrifices ? Certes non !... »

Bref ce fut un tel *tollé* que le ministère dut renoncer, provisoirement du moins, à toucher aux marines. Il ajourna la mesure au 1^{er} janvier 1899 et lorsque vint cette date, il ne fit rien du tout.

Cependant un des propriétaires menacés, M. Bellier, avait fait mieux que de se plaindre. Il possédait alors la Marine du Bois Rouge qu'il tenait par héritage de ses auteurs, lesquels avaient été nantis d'autorisations régulières en 1855, 1860 et 1888. Sommé, le 20 juin 1898, de déguerpir avant le 22 juillet suivant, M. Bellier saisit le Conseil du contentieux de la colonie, d'une requête tendant à faire décider que les autorisations antérieurement accordées à son père, constituaient, en sa faveur, un titre régulier dont le retrait n'aurait pu être prononcé que pour des motifs tirés de la nécessité de la défense ou de l'intérêt général ; motifs qui n'étaient pas invoqués en l'espèce, puisqu'on

lui retirait son autorisation uniquement parce qu'il n'était pas en règle.

Le 8 décembre 1898, le Conseil du contentieux se déclara incompétent. M. Bellier fit appel au Conseil d'État de cette décision et doubla en outre cet appel d'un recours tendant à l'annulation, pour excès de pouvoir, de la décision ministérielle du 24 mai 1898. Il justifiait ce recours par d'excellents arguments ; « si, disait-il en substance, les concessions sur les 50 pas géométriques sont révocables, elles ne peuvent l'être, ainsi qu'il résulte de l'esprit et de la lettre de l'arrêté de 1807 et du décret de 1839, que pour des motifs d'intérêt public. Est-ce le cas ici ? Pas du tout ! L'éviction des concessionnaires ne sert qu'à une chose : assurer des bénéfices plus considérables au chemin de fer et au port en supprimant la concurrence. Que l'État vous dise : « Vous ne devez posséder ces terres qu'autant que l'on n'en aura pas besoin pour l'intérêt public. J'en ai besoin pour des motifs de cet ordre, allez-vous en ! » Fort bien... Mais que l'État commerçant se serve des armes dont il dispose, en tant que détenteur de la puissance publique, pour ruiner les gens qui feraient concurrence à son commerce, cela est inadmissible. » Il y avait certainement là, ainsi que l'a dit M. Leseur à son cours, un exemple classique de détournement de pouvoir.

Enfin, quatre petites années après, le 14 novembre

1902, le Conseil d'Etat se prononça sur cette affaire (1). Conformément aux conclusions de M. Saint-Paul, commissaire du gouvernement, il donnait gain de cause au propriétaire en ce qui concernait la première instance engagée, déclarait donc compétent en la matière le Conseil du contentieux de la Réunion et, statuant au fond, décidait le maintien en possession de M. Bellier. De plus, s'il refusa de se prononcer sur l'appel subsidiaire, le Conseil d'État indiqua nettement son opinion à cet égard dans les considérants de son arrêt, considérants dont nous allons citer les plus caractéristiques.

« Considérant que si les permis d'établir dans la
« zone des 50 pas géométriques, qu'il appartient au
« gouvernement de la Réunion d'accorder en vertu
« de l'article 10 du décret colonial du 5 août 1839,
« sont essentiellement précaires et ne sont délivrés
« que sous condition de déguerpissement à la pre-
« mière réquisition de l'autorité, *ils ne peuvent être*
« *rapportés que si leur retrait est exigé par les be-*
« *soins de la défense des côtes ou l'intérêt général...* »

Et plus loin :

« ... Qu'à la vérité le sieur Bellier est décédé en
« 1891 et ses héritiers ont continué à exploiter cette
« marine sans avoir réclamé la délivrance d'un nou-

1. *Recueil des arrêts du Conseil d'État* (Panhard, année 1902, t. 72, p. 659 à 661).

« veau permis qui leur fût personnel, et que cette cir-
« constance ne saurait justifier le retrait de l'autori-
« sation et l'expulsion du sieur Bellier (Emile), *alors*
« *que ni l'intérêt général ni les besoins de la défense*
« *n'étaient en jeu et ne sont invoqués à l'appui de*
« *cette mesure, qu'il s'en suit de là* que le sieur Bel-
« lier est fondé à demander son maintien en posses-
« sion, etc... »

Il ne fallait donc plus songer à supprimer les marines par voie administrative. Une seule solution restait : le rachat.

A vrai dire, la commission du budget et les ministres des Colonies n'avaient pas attendu l'arrêt du Conseil d'État pour envisager cette éventualité. Dès 1898, le ministre avait prévu l'échec de la tentative de suppression des marines par voie administrative et donné au gouverneur des instructions lui prescrivant d'étudier les moyens de supprimer à l'amiable les marines les plus gênantes : celles du Champ Borne et du Bois-Rouge. Les négociations traînèrent sans aboutir pendant toute l'année de 1899, ce que voyant, la commission du budget de 1900 prit une nouvelle initiative. Elle proposa à la Chambre le rachat de l'ensemble des marines moyennant 700.000 francs payables en 5 annuités, dont 4 de 150.000 francs et la dernière de 100.000, et pour cela elle portait au budget la première annuité. Mais la Chambre refusa de voter ces crédits.

« La majorité de l'Assemblée, écrit M. Bourrat
« dans son rapport, émit d'abord des doutes sur la
« légitimité du droit que pouvaient avoir les proprié-
« taires des marines de réclamer une indemnité d'évic-
« tion, étant donné que leurs établissements n'exis-
« taient croyait-elle qu'en vertu d'une tolérance
« précaire et révocable au gré du pouvoir concédant.
« Ensuite, comme l'affaire entraînait en somme un
« sacrifice financier assez considérable, on ne voulait
« y consentir qu'à bon escient, sur le vu de contrats
« fermes. »

C'est dire que la majorité de l'assemblée estimait, qu'étant donné l'article 10 du décret de 1839, on pouvait encore arriver, si on faisait preuve d'un peu d'énergie, à la suppression administrative pure et simple... L'arrêt du Conseil d'Etat de 1902 vint enlever tout espoir de solution de ce genre.

On attendit encore trois ans et, le petit budget annexe continuant à accuser régulièrement un déficit, le gouvernement, d'accord avec la commission du budget, se décida enfin en 1905, à opérer le rachat, non pas de toutes les marines comme la commission du budget l'avait proposé en 1900, mais seulement des quatre établissements les plus importants, ceux dont la concurrence était la plus à craindre pour le port et le chemin de fer, moyennant la coquette somme de 75.000 francs pour chaque établissement soit 300.000 francs pour le tout.

Le 24 février 1905, les ministres des Finances et des Colonies présentaient un projet de loi en ce sens. Le 12 avril, M. Bourrat déposait sur le bureau de la Chambre, et au nom de la commission du budget, un rapport favorable contenant l'exposé des motifs et le texte du projet de loi.

Par un sentiment de prévoyance qu'il convient de louer, la commission du budget y ajouta un article décidant qu'à l'avenir, aucune autorisation d'établissement de marine sur la réserve ne pourrait être accordée que par décret rendu en Conseil d'Etat.

Bref le 20 avril, la loi était votée à mains levées par la Chambre, et après un tour au Sénat, était promulguée le 6 juillet (1). Voici la teneur de ses articles.

« *Article premier.*— Est affecté, jusqu'à concurrence
« d'une somme de (374.000 francs) au budget annexe
« du chemin de fer et du port, la disponibilité accu-
« sée par le compte de liquidation du séquestre du
« chemin de fer et du port de la Réunion.

« Le ministre des Colonies est autorisé à procéder
« à l'achat des quatre établissements de batellerie de
« Saint-Denis (Réunion) dénommés : marine du Pe-
« tit-Pont, marine du Pont-Maner, marine Protet, et
« marine Moreau, pour la somme de 300.000 francs
« en principal. Les contrats conclus pour cette ces-
« sion sont exonérés des droits d'enregistrement. »

1. *Journal Officiel* du 8 juillet 1905.

« *Art. 2.* — Aucune autorisation d'établir sur la
« zone des 50 pas géométriques faisant partie du
« domaine public maritime de l'île de la Réunion,
« des installations destinées à assurer l'embarque-
« ment ou le débarquement des voyageurs ou des
« marchandises, ne pourra à l'avenir être accordé,
« même à titre précaire et révocable, que par décret
« en Conseil d'État. »

Les propriétaires de marines triomphent donc et avec eux tous les concessionnaires de la zone. Néanmoins l'évolution suivie par la réserve à la Réunion est plus normale que celle que nous avons constatée aux Antilles. Si l'on a accordé aux concessionnaires les plus grandes garanties possibles, trop peut-être, du moins le principe d'inaliénabilité et surtout d'imprescriptibilité des 50 pas, a gardé, en ce qui concerne l'État, et malgré les assauts qu'il dut subir, son intégrité.

DEUXIÈME PARTIE

L'INSTITUTION DES 50 PAS GÉOMÉTRIQUES ÉTENDUE A PRESQUE TOUTES NOS COLONIES

CHAPITRE PREMIER

**Les colonies dont la législation domaniale
ne s'inspire pas du décret congolais.**

*Celles où les 50 pas existent : La Guyane, l'Inde,
Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, les Iles Marquises.
— Celles où ils n'existent pas : Saint-Pierre et Mi-
quelon, la côte des Somalis, l'Océanie.*

Chose curieuse, dans les temps modernes, alors qu'aux colonies où elle était née, la réserve disparaissait presque complètement de l'une et était sérieusement modifiée dans l'autre, le législateur l'étendait à presque toutes nos colonies. Cette extension des pas géométriques fut réalisée tant par les grandes ordonnances et par les textes isolés, que par l'ensemble de décrets qui, se modelant sur le décret de 1899

pour le Congo, réglementèrent la domanialité publique dans nos possessions. C'est l'application de la réserve aux colonies non réglementées par les décrets, et parmi lesquelles se trouvent les plus anciennes, que nous allons exposer dans ce chapitre.

L'existence de la réserve fut mentionnée dans presque toutes les ordonnances organiques de 1825 à 1844. Nous l'avons déjà vu pour les ordonnances qui concernent les Antilles et la Réunion. Celles du 27 août 1828 pour la Guyane (1) (art. 33), celle du 23 juillet 1840 (art. 18) pour l'Inde, et celle du 21 octobre 1845 (art. 2) pour Mayotte reproduisent l'alinéa 5 de l'article 33 de l'ordonnance de 1825 :

« Aucune portion des 50 pas géométriques ne pourra être ni échangée ni aliénée. »

Il est toutefois deux de ces ordonnances où il est plus que douteux que le législateur ait voulu faire mention des 50 pas géométriques : celles du 7 septembre 1840 pour le Sénégal et du 18 septembre 1844 pour Saint-Pierre et Miquelon. Nous aurons l'occasion, lorsque dans le prochain chapitre nous traiterons la question de la réserve en Afrique occidentale française, de revenir sur l'ordonnance de 1840. Nous ne nous occuperons, pour l'instant, que de celle de 1844 concernant Saint-Pierre et Miquelon. A vrai dire les avis sont partagés. De fort bons auteurs, notamment M. Dis-

1. Toutes ces ordonnances sont citées dans le t. II de l'ouvrage de M. Dislère : *Traité de Législation coloniale*.

lère (1), se fondent sur l'article 18 de cette ordonnance de 1844 pour proclamer l'existence de la réserve à Saint-Pierre et Miquelon. Ils ont certainement erreur ; et nous croyons, avec MM. Boudillon (2) et Coquet (3) que la réserve n'a jamais été instituée dans cette colonie. Que dit en effet cet article 18 (4).

« 1° Le gouverneur propose à notre ministre de la
« Marine les acquisitions, échanges et aliénations d'im-
« meubles pour le compte de la colonie et statue
« définitivement en conseil à l'égard des acquisitions
« et des échanges de cette nature, dont la valeur n'ex-
« cède pas 3.000 francs.

« Lorsqu'il y a lieu de procéder à des ventes d'im-
« meubles, elles se font avec concurrence et publicité.

« 2° Il pourvoit à titre gratuit ou onéreux, suivant
« les cas, aux concessions de grèves et terrains inu-
« tiles au service, en se conformant aux ordonnances
« et règlements qui régissent la matière. »

Est-ce d'après cet alinéa, qui parle de grèves et terrains inutiles au service public, que M. Dislère a conclu que les 50 pas existaient à Saint-Pierre et Miquelon?... C'est bien vague ! Car rien n'indique que les terrains inutiles dont il est question soient placés au

1. Dislère. Ouvrage cité, t. I, p. 653.

2. Boudillon. Ouvrage cité, p. 90.

3. Coquet. Ouvrage cité, p. 86.

4. Coquet, p. 86 en note et brochure de 1858. (Bibliothèque de l'office colonial.)

bord de la mer, et la suite de l'article ne l'indique pas davantage.

« 3° Il veille à ce que des poursuites soient exercées
« pour la révocation des concessions et pour leur re-
« tour au domaine, lorsque les concessionnaires n'ont
« pas rempli leurs obligations... »

D'ailleurs il eût été bien étonnant que l'on ait constitué une réserve de cette sorte dans un pays où on ne fait même pas entrer dans le domaine public les rivages de la mer, en raison de leur affectation « à la préparation et à la sécherie des produits de la pêche » (1).

Saint-Pierre et Miquelon est donc une des rares colonies où ne soit pas instituée à l'heure actuelle la réserve des 50 pas géométriques. Nous disons une des rares colonies, car, en effet, ne sont dans le même cas, que la côte des Somalis et nos possessions d'Océanie sauf les Marquises. Toutes terres d'ailleurs de peu d'importance comme de peu d'étendue. (Nous ne pouvons vraiment pas, maintenant, considérer comme colonies l'Algérie et la Tunisie, qui ne sont plus en somme que des départements français un peu éloignés, si on les considère au point de vue des habitudes de la population et de la vie économique.) Dans toutes les autres, vivant encore sous le régime des ordonnances, les 50 pas géométriques ont conquis droit

1. Décret du 7 novembre 1861, cité par *Coquet* ouvrage cité, p. 65 d'après *Dislère*, t. II, p. 269.

de cité. A la Guyane même, qui en cette affaire suivit le sort de la Guadeloupe et de la Martinique ses voisines, ils ont déjà à peu près vécu. Le 15 septembre 1901 (1) était en effet promulgué un décret rendant applicable à la Guyane le décret, déjà cité, du 21 mars 1882, accordant, sous les conditions que nous avons déjà énumérées à propos des Antilles, des titres de propriété à de nombreux concessionnaires de la réserve.

Enfin il est deux colonies qui, bien que n'étant régies, au point de vue domanial, ni par les ordonnances ni par la législation du décret congolais, possèdent les cinquante pas géométriques.

C'est tout d'abord la Nouvelle-Calédonie, où leur existence est légalement reconnue par l'arrêté local du 11 mai 1880 (2). Cet arrêté prescrit, par une reminiscence évidente de l'arrêté de 1807 à la Réunion, que « le contour des lacs, étangs, marais salants, « mares et bassins, situés en tout ou partie sur la ré- « serve ainsi que les embouchures ou bassins d'em- « bouchures des rivières navigables et les banes qui « assèchent à marée basse », font aussi partie des cinquante pas.

L'institution de la zone à la Nouvelle-Calédonie ne constituait pas d'ailleurs une innovation, car déjà, le 18 août 1876 (3), le ministre, dans une dépêche qu'il

1. *Journal Officiel* du 6 octobre 1901 (partie officielle).

2. Brochure in-8, Nouméa 1880. (Bibliothèque de l'Office colonial).

3. Garnier, *De la législation domaniale et de la Propriété foncière dans les colonies et protectorats français*, Paris, 1897, p. 45.

adressait au gouverneur, donnait à ce dernier les instructions suivantes :

« Le décret organique ne contient aucune stipulation quant à la réserve dite des cinquante pas géométriques. Cependant, comme la législation qui a constitué cette réserve dans les colonies, et qui en a prescrit l'inaliénabilité n'est pas encore abrogée, vous pourrez la considérer comme raison écrite à la Nouvelle-Calédonie.

« Vous devez, par conséquent, et en vue de prévenir toute difficulté ultérieure, n'accorder provisoirement sur cette zone que des permis d'établir dans les conditions où ces permis sont autorisés par les administrations locales des autres colonies. »

D'ailleurs à la Nouvelle-Calédonie, comme à la Martinique, comme à la Guadeloupe, comme à la Guyane, on en est venu par la suite à apporter certains tempéraments à la réserve. C'est ainsi qu'un décret du 18 juin 1890 (1) l'a complètement supprimée dans le périmètre municipal de Nouméa.

Enfin, le décret du 31 mai 1902, organisant la propriété foncière aux îles Marquises, qui déclare que les biens vacants et sans maître ou en déshérence, qui ne sont pas occupés d'une manière effective dans toute l'étendue de l'archipel des Marquises appartiennent à l'État (art. 1^{er}) ; et que toute personne

1. Boudillon. Ouvrage cité, p. 93.

pouvant avoir des droits sur des immeubles situés aux Marquises, est tenue de se pourvoir en reconnaissance de ces droits (art. 2), ajoute (1) :

« *Art. 5.* — Ne peuvent faire l'objet d'une demande en reconnaissance : les rivages de la mer
« jusqu'à la limite des plus hautes marées, non plus
« qu'une zone de 50 mètres à partir de cette limite
« et généralement les biens de toute nature que le
« Code civil et les lois françaises, déclarent non susceptibles de propriété privée. »

Remarquons en terminant que dans toute la législation de ce groupe de colonies, cependant élaborée alors que le système métrique était en vigueur depuis longtemps, on se sert toujours (sauf pour les Marquises) de l'ancienne expression, employée à la Réunion pour la première fois, « les 50 pas géométriques », sans déterminer davantage la largeur de la réserve, c'est donc qu'à la Guyane, aux Indes, à Mayotte et à la Nouvelle-Calédonie on doit toujours considérer la réserve comme mesurant 81 mètres 20.

On le voit, l'usage des 50 pas se généralisait de jour en jour dans la pratique coloniale, à tel point que, dans les colonies modernes réglementées sous l'influence du décret congolais, on n'avait souvent pas, ainsi que nous l'allons avoir dans le chapitre suivant, attendu les indications de ce décret modèle pour établir la réserve.

1. *Journal Officiel* du 9 juin 1902 (partie officielle) et *Recueil de Législation et de Jurisprudence coloniales*, t. VI, année 1903, p. 154.

CHAPITRE II

Les Colonies où la réglementation du domaine public s'inspire du décret congolais.

Le décret congolais. — Les décrets malgaches précurseurs de ce décret. — L'Afrique Occidentale Française. — L'Indo-Chine.

Le décret congolais du 8 février 1899 (1) que l'on s'accorde généralement à considérer comme le modèle de tous les textes réglementant le Domaine dans nos colonies modernes, le décret congolais, n'innovait pas au Congo en ce qui concerne la réserve des 50 pas. Avant lui, un arrêté local du 20 septembre 1891 (2) contenait un article ainsi conçu : « Une zone « de 25 mètres est réservée sur le littoral à partir du « point du rivage baigné par la plus haute mer. Elle

1. *Journal Officiel* (partie officielle) du 9 février 1899.

2. Garnier. Ouvrage cité, page 45 et Imbart de la Tour, Dorvault, et Lecomte. *Le régime foncier dans les colonies françaises*. (Publication de la commission chargée de préparer la participation du ministère des Colonies à l'exposition de 1900), Paris, 1900.

« appartient au domaine colonial et ne peut être ni
« échangée ni aliénée. »

Le rédacteur du décret du 8 février 1899, estimant, sans doute avec raison, que 25 mètres c'est trop ou pas assez, ramène la zone à la largeur qu'elle avait sous l'ancien régime, il l'augmente même.

« *Article premier.* — Font partie du domaine public au Congo :

« *a) Le rivage de la mer jusqu'à la limite des plus hautes marées, ainsi qu'une zone de 100 mètres mesurée à partir de cette limite.* »

Voici du même coup la réserve nettement délimitée. Il ne peut plus y avoir d'équivoque sur le point de savoir où elle commence exactement.

De même que dans la législation ancienne, des concessions pourront être accordées sur cette réserve, mais toujours sous la condition expresse de révocation sans indemnité :

« *Art. 7.* — *L'administrateur chef de région accorde les autorisations d'occuper le domaine public et d'y édifier des établissements. Mais ces autorisations peuvent être révoquées, à toute époque, sans indemnité, pour un motif d'intérêt public, par un arrêté du commissaire général.* »

On le voit, le décret prend soin de spécifier d'une façon beaucoup plus claire que ne l'avaient fait les textes précédents (arrêté de 1807, décret colonial de

1839) que la révocation ne peut être prononcée que pour un motif d'intérêt public.

Nous retrouverons cette disposition dans tous les décrets modernes, y compris le décret de 1897 à Madagascar qui précède le décret congolais, et c'est peut-être cette unanimité qui détermina le Conseil d'État à confirmer la thèse de M. Bellier, lors du conflit des marines (1).

Mais le législateur de 1899 entend cependant protéger efficacement contre les empiétements des particuliers le Domaine Public et, par conséquent, la réserve. Dans l'ancien droit, nous l'avons vu, on se contentait de faire déguerpir, on ne frappait guère à la bourse que les coupeurs de bois, l'article 9 du décret de 1899 prévoit, lui, non seulement des amendes, mais encore des dommages-intérêts.

« *Art. 9.* — Des règlements généraux arrêtés
« par le commissaire général et approuvés par le
« ministre des Colonies, édictent les règles relatives
« à la conservation et à l'utilisation du domaine pu-
« blic, ainsi qu'à l'exercice des servitudes d'utilité
« publique et des servitudes militaires. Les contra-
« ventions à ces règlements seront punies d'une
« amende de 1 à 300 francs, sans préjudice de la ré-
« paration du dommage causé et de la démolition
« d'office des ouvrages indument établis sur le do-
« maine public ou dans les zones de servitude. »

1. Voir pages 72 et suivantes.

Enfin, par l'article 10, toutes précautions sont prises pour que ceux qui, en vertu des droits anciens, possédaient des terrains dans la zone déclarée Domaine Public, ne soient pas lésés par le nouvel état de choses.

« *Art. 10.* — Les détenteurs actuels des terrains compris dans le domaine public au Congo Français, qui possèdent ces terrains, en vertu de titres réguliers et définitifs, antérieurs à la promulgation du présent décret, ne pourront en être dépossédés, si l'intérêt public venait à l'exiger, que moyennant le paiement ou la consignation d'une juste et préalable indemnité. »

A remarquer ici qu'il n'est pas fait mention de l'arrêté de 91 dont, cependant, date réellement le nouveau régime, tout au moins en ce qui concerne la zone. Il est vrai que ceux qui, antérieurement au décret de 99, possédaient des titres réguliers et définitifs sur la réserve de 25 mètres instituée par l'arrêté, les possédaient aussi antérieurement à cet arrêté puisque depuis on n'avait pu en acquérir. Le silence gardé par l'article 10 sur l'arrêté de 1891 n'implique donc pas, comme on l'a parfois prétendu, la non reconnaissance de cet arrêté, comme texte ayant une valeur légale.

Le décret congolais allait être tiré, avec naturellement les variantes nécessitées par la différence de région, en autant d'exemplaires que nous possédons

de colonies dans l'Ouest africain. Bien plus, les décrets ou arrêtés qui réglementèrent depuis le Domaine dans nos autres possessions en furent, pour la plupart, fortement inspirés. Est-ce à dire qu'il soit le premier texte législatif qui ait formulé les règles de notre législation domaniale et coloniale actuelle ? Cela non, et, il faut en convenir, il fut un peu, tel le geai de la fable, paré de plumes du paon par les commentateurs. Ce qu'il y a de vrai, c'est que le décret du 8 février 1899 contient, mieux coordonnées et mieux définies qu'elles ne l'avaient été jusque-là, toutes les règles de domanialité publique utiles aux colonies ; mais, avant lui, deux décrets, surtout en ce qui concerne les pas géométriques, avaient formulé les règles que nous y trouvons, d'une façon moins complète, moins précise, il est vrai, mais, enfin les avaient formulées ! Ce sont les décrets du 17 juillet 1897 (1) et du 5 juillet 1898 (2) réglementant le Domaine public à Madagascar.

Quels sont en effet les termes du décret du 16 juillet 1897 ?

« *Article premier.* — Font partie du domaine public...

« ... Les rivages de la mer ainsi que les 50 pas géométriques. »

1. *Journal Officiel* (partie officielle) du 23 juillet 1897.

2. *Journal Officiel* (partie officielle) du 10 juillet 1898.

Voilà qui ressemble furieusement à l'article 1^{er} du décret de 1899. Il est vrai qu'en 1897 on n'a pas pris soin de spécifier que les rivages de la mer s'étendront jusqu'à la limite des plus hautes marées, ni d'indiquer la largeur de la zone d'après le système métrique...

Nous trouvons un air de famille encore plus accentué à l'article 2 du décret malgache et à l'article 7 du décret congolais.

« *Art. 2.* — Des autorisations d'occuper le domaine public pourront être accordées par le résident général en conseil d'administration. Les concessions seront révocables, à toute époque, sans indemnité, pour le cas où l'intérêt de l'État ou des services publics en nécessiterait le retrait. »

Tout ce que contient l'article 7 du décret congolais est contenu dans cet article 2, tout ; y compris l'indication que les concessions ne doivent être révoquées que pour motif d'intérêt public. Bien plus, l'article 2 du décret malgache contient dans son dernier alinéa une disposition qu'on ne retrouve pas dans le décret de 1899, et qui est répétée et développée dans deux décrets imités du congolais : ceux du 20 juillet 1900 pour le Sénégal et du 24 mars 1901 pour la Guinée :

« Les portions du domaine public reconnues inutilisables pourront être aliénées après qu'un décret en aura prononcé le déclassement. »

Enfin l'article 10 du décret congolais procède directement du décret du 5 juillet 1898 complétant et interprétant l'article 2 du décret du 16 juillet 1897.

A la suite de l'application de ce dernier, des détenteurs de terrains placés sur la réserve auraient pu être lésés, et c'est pour empêcher cette injustice que fut élaboré le nouveau décret. Ces raisons sont très clairement exposées dans le rapport de M. Trouillot, ministre des Colonies, précédant le décret, et ce document est intéressant à connaître. En voici la teneur (1):

« Monsieur le Président,

« Quelques colons établis à Madagascar, antérieurement à la promulgation du décret du 16 juillet 1897, qui a constitué le Domaine Public dans cette concession, occupent de bonne foi et en vertu d'actes réguliers, des parcelles du Domaine, notamment dans la zone des pas géométriques ou littoral maritime et sur les bords des cours d'eaux. L'administration locale ne saurait, sans provoquer de légitimes protestations, revendiquer aujourd'hui la possession de ces parcelles si les détenteurs, munis de titres réguliers, ne sont pas assurés d'une indemnité. C'est pour fixer les allocations de ces indemnités, conformément aux principes généraux de notre législation qu'a été préparé le projet de décret ci-joint. »

1. *Journal Officiel* (partie officielle) du 10 juillet 1898.

Et en effet, l'article 1^{er} et essentiel de ce décret est ainsi conçu :

« Les détenteurs des terrains compris dans le Domaine Public à Madagascar, qui possèdent en vertu de titres réguliers et définitifs, ne pourront être dépossédés, si l'intérêt public venait à l'exiger, que conformément aux règles de l'expropriation pour cause d'utilité publique. »

On le voit, le décret congolais doit lui-même beaucoup aux deux décrets malgaches de 1897 et 1898. Néanmoins, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, il faut convenir que si les deux décrets malgaches servirent de base à la législation domaniale aux colonies, ce fut le décret congolais plus précis et plus complet qui servit de modèle. La preuve en est qu'à Madagascar même, le décret du 26 septembre 1902 (1), qui réorganisa le domaine dans cette colonie, s'inspire manifestement du texte congolais.

Toutefois en ce qui concerne la question qui nous occupe plus particulièrement, celle des 50 pas géométriques, le décret de 1902, pas plus que le décret précédent, ne prend soin d'indiquer par mètres la largeur de la zone réservée. Il se borne à dire :

« Article 2. — Font partie du Domaine Public : les rivages de la mer jusqu'à la limite des plus hautes marées, ainsi qu'une zone de 50 pas, mesurée à par-

1. *Journal Officiel* (partie officielle) du 30 octobre 1902.

« tir de cette limite. » Que faut-il entendre par ces pas ? Sont-ce des pas de 1 mètre comme le pense M. Arthur Girault ? Sont-ce des pas de 75 centimètres considérés comme le pas normal d'un homme de taille moyenne ? Ou a-t-on entendu conserver purement et simplement l'ancienne mesure des pas du roi ? C'est, croyons-nous avec M. Coquet, cette dernière hypothèse qu'il faut admettre.

Et maintenant que nous avons pesé exactement la part qui revient au décret congolais, dans notre législation coloniale, (ce qui nous a d'ailleurs donné l'occasion de faire l'historique de l'établissement de la réserve à Madagascar), nous allons exposer comment ses succédanés, les décrets qui de 1900 à 1904 se succédèrent en Afrique Occidentale Française, instituèrent les 50 pas géométriques dans ce gouvernement.

Ce fut tout d'abord le décret du 20 juillet 1900 (1) pour le Sénégal, dont la promulgation vint mettre fin, en fait, à une controverse qui s'était élevée au sujet de l'existence des 50 pas géométriques dans cette colonie, depuis l'ordonnance du 7 septembre 1840, qui reproduisait à peu de choses près les ordonnances organiques de 1825, 1827 et 1828, et sous le régime de laquelle vécut le Sénégal jusqu'en 1900. Avant elle, cela ne fait aucun doute, on ne savait même pas au Sénégal ce qu'étaient les 50 pas géométriques. Or

1. *Journal Officiel* (partie officielle) du 2 septembre 1900.

l'article 22 de ce texte, qui correspond aux articles 33 et 34 des ordonnances précédentes, ne contient pas l'alinéa 5 qui, on le sait, est ainsi conçu :

« Aucune portion des 50 pas géométriques réservés
« sur le littoral ne peut être ni échangée ni aliénée. »

Par contre l'alinéa 9 de son article 113 répète exactement la disposition contenue au même alinéa des articles 160, 176 et 165 des ordonnances de 1825, 1827 et 1828 :

« Le conseil privé connaît comme conseil du con-
« tentieux administratif... des empiétements sur la
« réserve des 50 pas géométriques et sur toute autre
« propriété publique. »

Le législateur avait-il voulu conserver les choses en l'état et ne pas établir de réserve, ou l'omission du paragraphe 5 de l'article 22 était-elle, au contraire, le fait d'une simple inadvertance ? En un mot : qu'avait vraiment omis le rédacteur du décret ; était-ce d'écrire ce fameux alinéa 5 ? était-ce de rayer l'alinéa 9 de l'article 113 ?...

Il semble, qu'à un certain moment, l'administration ait penché pour la première hypothèse, sans pour cela être bien fixée sur l'étendue à donner à la réserve. C'est ainsi qu'un arrêté du 1^{er} juillet 1862 « réglementait l'entretien des immeubles édifiés sur la zone de 81 mètres » (1) ; que, dans un contrat, en date

1. Tous ces exemples sont pris dans l'ouvrage déjà cité de M. Bou-dillon, p. 79.

du 19 mars 1863, accordant la concession d'un terrain à une mission catholique au Sine Saloum, on trouve mentionnée « la réserve ordinaire » et qu'enfin, l'arrêté local du 26 septembre 1864 réduisait à 40 mètres et celui du 15 février 1866, à 20 mètres « la zone réservée dans l'intérieur de la ville de Rufisque ».

Puis, avec le temps, l'opinion parut se modifier et les membres de l'administration sont à peu près unanimes à proclamer que les 50 pas géométriques n'existent pas au Sénégal, de par l'ordonnance de 1840.

Un fonctionnaire colonial, M. Louis Jurquet (1), écrivait à ce sujet :

« Pour que le conseil du contentieux puisse connaître d'une question, faut-il encore que cette question soit écrite quelque part ?...

« N'est-il pas plus probable que l'on ait reproduit l'alinéa 9 tout entier sans songer à faire disparaître les mots « sur la réserve des 50 pas géométriques » qui n'ont aucune signification, étant donné le mutisme de l'article 22.

« Pour ma part, j'incline à croire que ce n'est pas sans intention, que le législateur de 1840 s'est abstenu d'introduire dans cet article 22 le paragraphe relatif aux 50 pas géométriques, par la raison que, à aucun moment, dans les édits, déclarations, or-

1 Louis Jurquet. *Étude sur la question domaniale au Sénégal et les 50 pas géométriques*, Saint-Louis (Sénégal), 1896.

« donnances et règlements antérieurs concernant le
« gouvernement du Sénégal, il n'est question d'une
« semblable réserve. »

Et M. Jurquet apporte à l'appui de sa thèse un argument fort juste et qui prouve, une fois de plus, que l'administration avait changé d'avis depuis 1866 :

« Lorsque, dit-il, il s'est agi, en 1883, de remettre
« à la compagnie concessionnaire du chemin de fer
« de Dakar à Saint-Louis les terrains nécessaires à
« la construction de la ligne, comment l'État a-t-il
« opéré ?

« Il a procédé par la voie de l'expropriation à
« l'égard des propriétaires dont les immeubles ou
« les terrains étaient situés le long de la mer.

« Si la réserve des 50 pas géométriques avait existé
« au Sénégal, réserve ai-je dit faisant partie du Do-
« maine Public inaliénable et imprescriptible, pense-
« t-on que l'Etat aurait consenti bénévolement à user
« de l'expropriation pour une chose qui serait sienne
« et, surtout, à payer de ce chef la somme importante
« de 130.000 francs ?... je ne crois pas qu'il soit
« besoin de répondre à la question.

« Je souhaite vivement que cette question, assez
« brûlante pour Dakar, ne soulève pas de toutes parts
« des réclamations. S'il en était autrement... Eh bien !
« il y aurait encore de beaux jours pour nos tribu-
« naux ! »

Un autre représentant de l'administration, et non

des moindres, M. Boudillon, sous-inspecteur de l'Enregistrement et des Domaines, est du même avis que M. Jurquet sur la non-existence des pas géométriques au Sénégal (1). Mais il explique l'absence de l'alinéa 5 dans l'article 22 du décret de 1840, d'une façon plus ingénieuse et qui lui sert à corroborer la thèse dont nous avons parlé dans notre introduction, et d'après laquelle la distinction entre le Domaine Public et le Domaine Privé ne daterait réellement que du *Traité du domaine public* de Proudhon paru en 1834.

Parlant de la suppression de l'alinéa 5, M. Boudillon dit :

« Tous les commentateurs ont voulu voir là une
« erreur du rédacteur : les uns une omission à l'ar-
« ticle 22, les autres une inadvertance à l'article 113.

« Nous ne pensons pas que l'on doive aussi faci-
« lement reprocher au législateur une faute qui n'est
« nullement établie. A notre avis au contraire, c'est
« sciemment que le rédacteur de l'ordonnance de
« 1840 a agi de la sorte. Il avait entendu probable-
« ment marquer la distinction récemment faite par
« Proudhon entre les biens du Domaine Public et du
« Domaine Privé ; les premiers étaient seuls protégés
« légalement par la règle d'inaliénabilité instituée
« en faveur des choses non susceptibles de propriété

1. Boudillon, Ouvrage cité, p. 89.

« privée et, se plaçant dans l'hypothèse où la réserve
« des pas du roi aurait été jadis observée en fait au
« Sénégal (1), tout en admettant l'existence possible
« des droits du Domaine sur cette portion du littoral,
« il se refusait à la déclarer inaliénable et la classait
« *ipso facto* dans le domaine privé. »

C'est fort élégant comme explication, mais nous croyons, pour notre part, que le rédacteur de l'ordonnance de 1840 n'a pas été chercher si loin, nous croirons plus tôt avec M. Jurquet qu'il y eut omission, omission de rayer l'alinéa 9 de l'article 113. La réserve n'a donc commencé à exister au Sénégal qu'avec le décret du 20 juillet 1900, deuxième édition revue et un peu augmentée du décret du 8 février 1899 pour le Congo.

A noter, dans ce décret de 1900, une seule disposition nouvelle, inspirée probablement, ainsi que nous l'avons dit plus haut, par le décret malgache de 1897 :

« Art. 7 (Alinéa 2). — Les parcelles de terrain
« déclassées pourront être abandonnées à titre gratuit par l'État aux possesseurs de bonne foi qui
« seront, dès lors, considérés comme propriétaires », ce n'est que dans le décret du 24 mars 1901, pour la Guinée(2), que nous retrouvons cette disposition. Ce décret se différencie également des autres en ce que

1. Il ne faut pas toutefois oublier que M. Boudillon est d'avis que la réserve n'existait pas *légalement*.

2. *Journal Officiel* (partie officielle) du 1er avril 1901.

la largeur de la réserve est fixée à 30 mètres au lieu de 100. Ce sont, d'ailleurs, les deux seules différences importantes que l'on ait à relever dans cette série de décrets. Les autres, ceux du 20 juillet 1900 (1) pour la Côte d'Ivoire, et du 5 août 1900 (2), pour le Sénégal, ne firent en effet que reproduire presque exactement le décret congolais.

Enfin le décret du 23 octobre 1904 (3), qui unifia la législation domaniale dans les territoires dépendant du gouvernement de l'Afrique Occidentale, et par là même la largeur de la réserve qu'elle fixait à 100 mètres uniformément (4), vint confirmer l'existence des 50 pas dans notre grande colonie de l'Ouest Africain... Est-ce pour longtemps ?... On ne saurait le dire, puisque le projet de décret de 1907, réorganisant le domaine en Afrique Occidentale Française, prévoit la suppression de la réserve. Nous aurons l'occasion, plus loin, de dire ce qu'il faut penser d'une telle mesure.

Nous terminerons cet exposé de l'extension de la zone dans nos grandes colonies modernes par l'Indo-

1. *Journal Officiel* (partie officielle) du 5 septembre 1900.

2. *Journal Officiel* (partie officielle) du 7 septembre 1900.

3. *Journal Officiel* (partie officielle) du 26 octobre 1904.

4. Le texte paru au *Journal Officiel* du 20 octobre portait 200 mètres et c'est ce qui fait que plusieurs auteurs, dont M. Coquet, ont indiqué cette largeur de la zone en A. O. F. Mais un *erratum* paru au *Journal Officiel* du 27 décembre 1904 indiqua que c'était 100 mètres et non 200 qu'il fallait lire.

Chine, sur tout le littoral de laquelle sont maintenant réservés les 50 pas géométriques, en vertu de l'arrêté du Gouverneur général du 5 février 1903 (1) qui, en ce qui concerne la zone, ne fait que répéter et développer les dispositions de l'arrêté du 22 décembre 1899 (2). Cet arrêté avait dû être abrogé en raison des difficultés qu'il soulevait au sujet de l'attribution et de la répartition du domaine.

Ces textes n'étaient, en somme, pour la réserve que la consécration d'un état de choses qui existait déjà dans une grande partie des territoires de l'Union indo-chinoise. Dès le 25 mai 1874, un arrêté local avait établi la réserve dans l'île de Phu-Quoc, dépendance de la Cochinchine (3). Au Tonkin un arrêté du gouverneur général en date du 16 août 1896 réserva « les rivages de la mer jusqu'à 80 mètres » (4). Enfin la zone fut instituée en Annam par un arrêté du 28 avril 1899 et même au Cambodge par un arrêté du 26 août de la même année (5).

1. *Journal Officiel de l'Indochine* du 22 janvier 1903 et *Recueil de Législation et de Jurisprudence coloniales*, t. IV (année 1903), p. 305 et 306.

2. *Journal Officiel de l'Indochine* du 8 janvier 1900 et *Recueil de Législation et de Jurisprudence coloniales*, t. I (année 1900), p. 151.

3. Garnier, ouvrage cité, p. 45 et Coquet, ouvrage cité, p. 86, en note.

4. Dislère, ouvrage cité, t. I, p. 658.

5. *Recueil de Législation et de Jurisprudence coloniales*, t. I (année 1900), p. 100.

En établissant la réserve, les rédacteurs des arrêtés de 1899 et de 1903 se sont évidemment souvenus du décret congolais. Cependant ils s'en souvinrent d'une façon moins précise que les rédacteurs des décrets africains, ce qui d'ailleurs, en l'espèce, ne fut pas un bien. C'est ainsi qu'ils ne définissent pas exactement les limites des 50 pas. Dans l'article 5 de l'arrêté de 1899 et dans l'article 4 de l'arrêté de 1903, l'indication est assez vague : « Il est fait également réserve le long du rivage de la mer d'une zone de 81 mètres dite des 50 pas géométriques. »

Ainsi encore, l'article 18 de l'arrêté de 1903, spécifiant, de même que l'article 7 du décret congolais, que les autorisations d'occuper des parcelles du Domaine Public sont révocables sans indemnité, ne prend pas soin d'indiquer que l'éviction ne pourra être faite que pour un motif d'intérêt public. Il se contente de dire que la concession est révocable « au gré de l'administration ».

En revanche, l'arrêté de 1903 a réglementé minutieusement les conditions à remplir pour obtenir une concession sur le domaine public et partant sur la réserve. Nous ne voyons pas comme à la Réunion (décret colonial de 1839) des enquêtes, des adjudications. Ici l'administration est tout, le colon n'est rien et le propriétaire limitrophe, s'il est indigène, moins encore.

« Art. 13. — Le chef de l'administration locale
« accorde les autorisations d'occuper le Domaine Pu-

« blic et d'y édifier des établissements quelconques
« suivant les conditions ci-après déterminées :

« Les demandes d'occupation temporaire du Do-
« maine Public sont rédigées sur papier timbré et
« adressées à l'ingénieur en chef des travaux publics.
« Elles doivent indiquer l'objet et la durée de l'oc-
« cupation. Lorsqu'une demande est susceptible d'être
« accueillie, l'ingénieur en chef fait souscrire par le
« pétitionnaire une soumission de payer au Domaine
« une redevance dont il indique le montant et
« transmet le dossier au chef de l'administration
« locale avec un projet d'arrêté accordant l'autorisa-
« tion.

« *Art. 16.* — Si la redevance n'excède pas 40 pias-
« tres par an, elle est payable par année. Si elle
« excède 40 piastres par an, elle est payable par se-
« mestre. Tout terme de la redevance est payable
« d'avance. »

Et si le concessionnaire ne tient pas ses engage-
ments, le second alinéa de l'article 18 prévoit son
expulsion « sans préjudice des poursuites ».

On se rend compte, par la lecture de ces disposi-
tions, qu'en Indo-Chine, plus encore qu'à la Réunion,
l'administration voit surtout, dans les concessions, le
moyen de créer des revenus. Cette âpreté s'explique
ici par cette raison que la réserve, comme tout le Do-
maine Public en Indo-Chine, n'appartient pas à l'État
mais à la colonie qui, naturellement, disposant de res-

sources beaucoup moindres que celles de l'État, cherche de toutes manières à s'en créer.

Ceci nous amène à examiner la question de l'attribution de la réserve, qui n'est d'ailleurs qu'un épisode dans l'histoire de la grande lutte engagée entre l'État et les colonies au sujet du domaine.

CHAPITRE III

A qui de l'État ou de la Colonie appartiennent les 50 pas géométriques ?

Les tentatives pour en attribuer la propriété aux colonies. — Le triomphe de l'État. — L'Indo-Chine seule résiste.

Jusqu'en 1825, il n'y avait qu'un seul Domaine : celui de l'État. Mais à cette époque, lors des Ordonnances organiques, l'État, qui s'est rattrapé largement depuis, fit de lui-même abandon à ses colonies de la majorité de ses biens. Que dit en effet, par exemple, l'ordonnance du 17 août 1825 (1) ?

« Art. 3. — Les établissements publics de toute nature et les propriétés domaniales existant dans nos diverses colonies leur seront remis en toute propriété à la charge de les réparer et entretenir et de n'en disposer que sur notre autorisation, etc...

« Art. 4. — Ne sont pas compris dans les établis-

1. Demartial. *La question du Domaine aux colonies*. (*Revue politique et parlementaire*, t. XIII, p. 102 à 120.)

« sements dont il est question à l'article précédent
« les bâtiments militaires, à l'exception des hôpitaux,
« les fortifications, les batteries, forts et autres ouvra-
« ges, lesquels restent propriété de l'État. »

Il y avait donc désormais deux Domaines : l'un, celui de l'État, qui fut le Domaine National, et l'autre, celui de la colonie ou Domaine Colonial. Auquel des deux attribuer la réserve ? Le bon sens et la logique auraient voulu que cette zone fit partie du Domaine de l'État. Quelle est, en effet, une de ses principales utilités ? C'est de laisser à la disposition de la défense nationale les terrains nécessaires pour la construction des forts, des batteries, des routes stratégiques ou encore pour l'installation de docks, d'entrepôts de charbons etc... pouvant servir à constituer une base navale. Or, nous le voyons par l'article 4 du décret que nous venons de citer, il paraissait impossible de ne pas laisser à l'État la propriété de ces choses. Il semblait donc juste qu'on laissât à sa disposition le terrain qui était destiné un jour à servir à leur construction. On fit pourtant tout le contraire, et pendant plus d'un demi-siècle, la possession de la réserve allait être abandonnée à la Colonie.

Non pas qu'il y ait eu jamais des textes bien formels attribuant la réserve au Domaine Colonial. Mais les textes législatifs de la Restauration et de la Monarchie de Juillet contiennent des dispositions qui l'indiquent de façon assez claire.

C'est ainsi que les articles 104 de l'ordonnance du 21 août 1825 pour la Réunion et 120 de l'ordonnance du 9 février 1827 pour les Antilles, placèrent dans les attributions du directeur de l'Intérieur « la conservation des cinquante pas géométriques et de toute autre réserve faite dans l'intérêt des divers services publics. » Or, font remarquer tous les auteurs, MM. Leseur (1) et Coquet (2), notamment, ce fonctionnaire étant chargé des intérêts de la colonie, il était évident que la réserve faisait partie du Domaine de la dite colonie.

A noter toutefois une objection intéressante de M. Coquet. Pour lui cette considération n'est pas décisive « puisque, dit-il, l'ordonnateur, (fonctionnaire chargé des intérêts du gouvernement) est chargé par l'alinéa 10 des articles 102 (Antilles) et 86 (Réunion) de l'administration des hôpitaux militaires formellement abandonnés aux colonies par l'article 10 de l'ordonnance du 17 août 1825 ».

Quoi qu'il en soit, les mesures prises par la Monarchie de Juillet ne font que confirmer l'hypothèse de l'abandon de la réserve. La loi du 24 avril 1833, remplaçant les conseils généraux par les conseils coloniaux, donnait à ces nouvelles assemblées des pouvoirs fort étendus sur certaines matières, au sujet desquelles elles statuaient par des « décrets coloniaux »

1. Cours de Doctorat, 1909-1910.

2. Coquet. *Domaine public colonial*, p. 101.

et les ordonnances d'août 1833, les chargèrent particulièrement de statuer sur l'aliénation des immeubles appartenant au Domaine Colonial. Or, ces textes prennent soin également de rappeler à ces conseils coloniaux l'inaliénabilité des pas géométriques. Cela semble bien indiquer qu'en effet, la réserve était considérée comme faisant partie du domaine colonial. C'est bien en ce sens que le comprirent les conseils coloniaux : ces conseils coloniaux qui se considéraient comme de « véritables parlements locaux » et ne demandaient qu'à empiéter (1). Aussi ne se privèrent-ils pas de prendre, par des décrets coloniaux, des décisions sur la réserve. Par exemple, à la Guyane, l'article 4 du décret colonial du 24 mai 1833 (2) concède au gouverneur le droit de faire des concessions essentiellement révocables sur la réserve ; de même, le décret colonial du 5 août 1839 (3), qui joue un rôle si important dans l'histoire des 50 pas géométriques à la Réunion, réglemente les concessions accordées sur cette réserve, et décide de l'attribution des redevances.

Ne dit-il pas, entre autres choses, dans le dernier alinéa de son *article 15* :

« Les communes jouiront de la moitié des produits
« des redevances des portions des 50 pas géométri-

1. Coquet. Ouvrage cité, p. 102.

2. Garnier. Ouvrage cité, p. 54.

3. Delabarre de Nanteuil. Ouvrage cité, t. II, p. 271.

« ques situées dans l'étendue de leur territoire. »

Les choses allèrent leur train. Les conseils généraux, qui avaient succédé aux conseils coloniaux, fixaient en paix le taux des redevances des permis d'établir, lorsqu'un beau jour, l'État se réveilla... Et l'une des premières manifestations de ce réveil fut un décret en Conseil d'État, en date du 28 février 1878, annulant deux délibérations du conseil général de la Réunion : l'une du 3 juillet 1877, relative à une redevance établie sur les 50 pas et décidant « que tout permis d'établir concédé aux communes dans un intérêt public serait soumis à une redevance annuelle » ; l'autre du 1^{er} août 1877, au sujet de l'état des redevances à percevoir sur les concessionnaires des pas géométriques ; « les pouvoirs dévolus à l'Assemblée locale ne pouvant s'étendre au Domaine Public » (1).

A quelques années de là, l'État vit d'ailleurs ses droits sur la réserve reconnus législativement par les décrets, déjà cités, du 24 mars 1882, pour la Guadeloupe, du 4 juin 1887, pour la Martinique et du 15 septembre 1901, pour la Guyane. On sait, nous l'avons dit précédemment, que ces décrets qui ont, ou à peu près, fait disparaître complètement la réserve de nos colonies d'Amérique, permettaient, dans l'article 7, d'accorder des concessions irrévocables de

1. Crémazy. Ouvrage cité, t. XIV, p. 48 et Dislère. Ouvrage cité, t. I, p. 652.

terrains non bâtis soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, dans l'intérieur des villes, bourgs et villages. Or, le dernier alinéa de cet article est ainsi conçu :

« Il est fait recette au budget métropolitain du « produit des concessions à titre onéreux. »

C'était la victoire de l'État sur les Colonies et, depuis, l'attribution au Domaine National des 50 pas géométriques n'a plus fait aucun doute. Tous nos décrets modernes, le décret de 1899 sur le Congo en tête, naturellement, l'ont reconnue, et reproduisent tous l'article 8 du décret congolais qui spécifie que « les portions du Domaine Public qui viendront à être déclassées rentreront dans le Domaine de l'État. »

Nous l'avons dit déjà, dans le chapitre précédent : l'Indo-Chine fait seule exception, car il n'y a pas, pour ainsi dire en Indo-Chine de domaine public national. C'est au point que, chose étrange, c'est le gouverneur général qui prend des arrêtés de déclassement en ce qui concerne le Domaine Public militaire (article 11, arrêté de 1903) ! Sous ce régime, qui ne durera d'ailleurs pas, puisque le gouvernement métropolitain va remplacer l'arrêté du 5 février 1903 par un décret, la réserve est classée dans le Domaine du Gouvernement Général par l'article 12 de ce décret de 1903 :

« Les produits industriels du Domaine Public tels

« que ceux provenant des chemins de fer ou tram-
« ways, des lignes téléphoniques ou télégraphiques
« et des concessions temporaires, profitent au bud-
« get général. »

CHAPITRE IV

Faut-il supprimer les 50 pas géométriques ?

Les critiques formulées par les publicistes contre cette institution. — Le rapport Boudillon. — Les nombreux avantages que présente et que peut encore présenter la zone. — Conclusion.

A l'heure actuelle, l'institution des 50 pas géométriques répond-elle à une nécessité, ou ne doit-elle d'avoir été imposée dans toutes les colonies modernes qu'au respect de la tradition, comme le prétendent ses ennemis ? En un mot, convient-il de supprimer ou de conserver la réserve ?

Certes les critiques les plus âpres ne furent pas et ne sont pas encore ménagées aux 50 pas géométriques. Il est tout naturel que des commerçants, des industriels, des propriétaires même, ne voient pas d'un très bon œil des terrains immobilisés, qui, s'ils les avaient à eux, pourraient leur faire grand profit, soit en plaisir, soit en argent. Leurs récriminations se sont d'ailleurs fait jour dans les journaux, dans des mémoires satiriques même, nous a assuré un habitant de Madagascar, et il faut recon-

naître que cette ceinture qui court le long du littoral est parfois le terrain qui serait le seul propice, — l'histoire des marines de la Réunion le prouve —, à certaines entreprises industrielles ou commerciales. Tout ceci fait que certains auteurs se sont demandé si on ne pourrait, sans gros inconvénient, supprimer la zone. Plusieurs, et non parmi les moins éminents, en sont persuadés et cette idée a fait son chemin aussi dans les hautes sphères administratives, puisque M. Boudillon, qui fut chargé de l'élaboration de l'avant-projet de décret de 1907, réorganisant le Domaine en A. O. F., a, dans ce projet, supprimé purement et simplement la zone des 50 pas et l'a remplacée, seulement, par une servitude de passage de 10 mètres de large. Il a, de plus, prononcé dans son rapport explicatif un réquisitoire en règle et fort serré contre la réserve. Les partisans de la suppression ne manquèrent point de l'en louer hautement.

M. Arthur Girault écrivait, dans *la Dépêche coloniale* du 26 septembre 1907, au sujet de l'avant-projet de décret qui venait de paraître tout nouvellement :

« En ce qui concerne la composition du Domaine,
« le véritable intérêt du projet, et, au point de vue
« pratique, il est considérable, consiste dans la suppression des pas géométriques, cauchemar de tous
« les colons qui ont des propriétés sur le bord de
« l'Océan. C'est ainsi ! M. Boudillon a eu cette audace ! Ce fonctionnaire de la République veut tout

« simplement supprimer la réserve des 50 pas du roi,
« ce vieux débris de l'ancien régime, que, pendant
« tout le cours du xix^e siècle disparu, le législateur
« français avait conservé pieusement comme une
« relique ! Les 50 pas du roi donnaient au droit co-
« lonial français un petit air archaïque et original,
« c'étaient presque ses quartiers de noblesse. L'admini-
« stration coloniale semblait tenir d'autant plus à
« cette réserve que son origine était plus lointaine
« et sa raison d'être plus obscure. Elle s'était em-
« pressée de l'introduire dans les colonies nouvelles
« acquises au cours du xix^e siècle par respect de la
« tradition, et en quelque sorte pour l'amour de
« l'art, l'étendant à des pays comme la Cochinchine
« où l'incertitude de la ligne de séparation entre
« l'Océan et la terre ferme rend cette réserve absurde
« et impossible. »

Vieux débris de l'ancien régime que l'administra-
tion ne conserve que par amour de l'art !... pur ana-
chronisme !... Nous retrouverons cette appréciation
chez tous les partisans de cette thèse, que M. Girault
avait déjà soutenue depuis bien des années. Nous la
retrouverons également dans plusieurs journaux pu-
bliés aux colonies. Nous n'en citerons comme exemple
que le passage de cet article de M. Pierre Sanzay dans le
Diego Suarez, hebdomadaire paraissant à Madagascar :

« Puisque le caractère d'utilité publique n'est pas
« absolument applicable à la réserve des pas géomé-

« triques ; puisque la plupart des édifices publics pré-
« vus par la décision ministérielle de 1757, ne sont
« plus aujourd'hui et n'ont plus leur raison d'être ;
« mais puisque, d'autre part, il est utile de réserver,
« sur les rivages de la mer, une servitude de passage
« au profit de l'intérêt général, et que l'usage établi
« par des différents actes survenus depuis la création
« de la réserve en cause ne permet pas à l'administra-
« tion de requérir cette faculté de passage ; puisque
« enfin, là où elle fut poursuivie, la procédure en cons-
« titution du Domaine Public maritime est marquée
« d'excès de pouvoir sans parler des autres cas de
« nullité dont la preuve est facile, il convient, à mon
« sens, pour rester équitable et logique envers les
« personnes et les choses, de supprimer la réserve
« des pas géométriques et d'édicter à l'égard des ri-
« vages de la mer des dispositions en rapport avec
« l'état actuel de la question (1). »

Mais nous avons cité jusqu'ici plutôt des appréciations que des arguments. Ces arguments nous allons les produire, en les puisant principalement, soit dans l'ouvrage de M. Coquet, soit dans le rapport de M. Boudillon.

Tout d'abord, les détracteurs des 50 pas vont jusqu'à douter qu'ils aient été de quelque utilité lorsqu'on les institua. M. Boudillon écrit (2) :

1. Numéro du *Diego Suarez* du 7 février 1907.

2. Boudillon, Ouvrage cité, p. 90.

« Au surplus, quel était l'intérêt de cette réserve ?
« Il est bien difficile de le dire exactement : les mo-
« tifs que l'on a voulu en chercher dans les docu-
« ments anciens sont d'une contradiction stupéfiante,
« à tel point que l'on se demande comment on a pu
« se résoudre à les énoncer avec tant de complai-
« sance ?... »

Et M. Boudillon rappelle ici les termes de la lettre de M. de Baas. Nous avons déjà dit ce qu'il fallait penser des contradictions plutôt apparentes que réelles de cette lettre, aussi nous n'y reviendrons pas.

Quoi qu'il en soit, M. Boudillon part de ces contradictions pour faire le procès en règle des pas géométriques.

« Que représente, en effet, à quel besoin répond
« la réserve des pas géométriques ? On ne saurait,
« nous croyons l'avoir suffisamment démontré en
« exposant les contradictions flagrantes des motifs
« invoqués, lui reconnaître une utilité actuelle en
« dehors peut-être de la facilité qu'elle donne pour
« la circulation le long du rivage. Mais, soit que l'on
« veuille un emplacement susceptible de recevoir
« des travaux de défense ou de permettre l'établis-
« sement des centres urbains, soit que l'on admette
« que la zone peut, à un moment donné, servir au
« passage de lignes ferrées ou aux opérations des for-
« ces chargées de la défense de la colonie, — encore
« bien que ces deux dernières raisons soulèvent de

« sérieuses critiques, le voisinage de la mer étant
« fort préjudiciable aux locomotives et aux traverses
« métalliques des chemins de fer (M. Boudillon renvoie ici à un rapport de M. Bourrat, sur le budget des chemins de fer des Colonies de 1905, dans lequel le député des Pyrénées-Orientales constatait que l'air salin détériorait rapidement, en les oxydant, les locomotives et les traverses métalliques qu'on est obligé d'employer dans ces pays où les traverses de bois ne peuvent résister suffisamment à l'action des insectes rongeurs) et à un autre point de vue
« la question de domanialité du terrain où se déroule
« une action militaire ayant peu d'importance pour
« les combattants, — il faut reconnaître qu'il s'agit
« en réalité d'une simple réserve en vue d'une utilisation éventuelle.

« Or, ajoute M. Boudillon, le classement d'une
« chose, dans le Domaine Public, ne se justifie que par
« son *utilité actuelle*; en effet, classer une portion du
« territoire c'est la soustraire à la circulation, la
« faire sortir du commerce, et, par suite, diminuer
« d'autant les sources des richesses d'une région,
« si cette mesure n'a pas pour objet de présenter
« un avantage correspondant, et cela est particulièrement exact en ce qui concerne le littoral.

« Le résultat inévitable serait donc de soustraire
« à l'industrie de l'homme l'une des parties du territoire les plus propres, grâce à leur proximité de la

« mer et aux commodités qui en découlent à une
« utilisation productive. »

De son côté, et avant le rédacteur du projet de décret sur le Domaine en Afrique Occidentale Française, M. Coquet (1) écrivait :

« Un pareil régime est évidemment trop rigoureux.
« Outre que la réserve des pas géométriques eut
« parfois précisément pour motifs la fondation de vil-
« les et de bourgs, il est certain que, dans les cir-
« constances actuelles, il n'est pas conforme à la na-
« ture des choses, ni nécessaire aux besoins de l'État,
« de soustraire à l'appropriation privée une zone
« aussi étendue. Que fera l'État de ces terrains aux
« endroits où il ne construit pas de batteries ? Il
« sera obligé de les concéder. Aussi la domanialité
« publique des pas géométriques n'a pas subsisté sans
« tempéraments :

« a). — L'inaliénabilité en est en partie suppri-
« mée à la Guadeloupe, à la Martinique (D. précités
« du 21 mars 1882 et du 4 juin 1887) et à la Guyane
« (D. 15 sep. 1901).

« b). — L'article 7, alinéa 2 des décrets concer-
« nant le Sénégal et la Guinée, permettait, après dé-
« classement des portions inutiles, de transformer les
« possesseurs de bonne foi en véritables propriétaires,
« c'était reconnaître qu'il est superflu de réserver la
« zone tout entière.

1. Coquet. Ouvrage cité, p. 88.

« c) — La jurisprudence a tendance de transformer
« la réserve en zone de servitudes en limitant les droits
« de l'État. »

M. Boudillon se sert aussi du même argument :

« Et la preuve la plus évidente, dit-il (1), que cette
« réserve a été jugée préjudiciable à l'intérêt des co-
« lons, c'est que l'on s'est efforcé progressivement
« d'en libérer nos vieilles possessions. »

Sans doute ! Mais de ce que, dans certaines colonies et sur certains points particulièrement peuplés de nos possessions, on ait supprimé l'inaliénabilité de la zone ou que l'on ait cherché à en atténuer les effets, de ce que la règle a des exceptions, il ne s'en suit pas forcément que la règle soit mauvaise. Sans doute, comme nous le fit remarquer M. Boudillon, lorsque nous eûmes l'honneur de nous entretenir avec lui de ces questions, il est à remarquer que c'est précisément dans les colonies où elle a pris naissance, aux Antilles, que la réserve a subi des modifications telles que son caractère d'inaliénabilité n'existe pour ainsi dire plus...

Il nous semble que là, on oublie un peu trop la raison de cette réforme. Si la réserve a été en partie supprimée aux Antilles, c'est que l'on avait atteint le but principal, ou plutôt un des buts principaux, que l'on s'était proposé d'atteindre en la créant. On sup-

1. Boudillon, Ouvrage cité, p. 89

primait donc la réserve non parce qu'elle était inutile mais parce qu'elle avait été utilisée, ce qui n'est pas la même chose.

Nous savons déjà à quelles conclusions arrive M. Boudillon : la suppression de la réserve et l'établissement, le long du littoral, d'une simple servitude de dix mètres (1).

Le Gouvernement entrera-t-il dans ses vues ? Ce serait bien osé de l'affirmer, car cette réforme a été vivement combattue par les jurisconsultes auxquels le ministère des Colonies a demandé leur avis sur le projet. M. Leseur, notamment, s'est prononcé nettement contre et a donné, en faveur du maintien de la réserve, les arguments les plus probants.

M. Coquet, moins hardi, lui, propose un moyen terme (2).

« Il serait, semble-t-il, plus juste et plus conforme
« à la nature des choses de remplacer la réserve par
« des servitudes de passage et de non-édification sur
« certains points ; on pourrait aussi conserver le droit
« de reprendre les terrains concédés sans autre in-
« demnité que pour les constructions et plantations.

1. Article 37 de l'Avant-projet de Décret réorganisant le Domaine en A. O. F. « Les fonds riverains des dépendances du Domaine Public Colonial sont grevés des servitudes ci-après :

« 1° Le long des bords de la mer.

« Servitude de passage sur une longueur de dix mètres. »

2. Coquet. Ouvrage cité, p. 91.

« De la sorte il serait encore possible de construire ,
« sans trop de frais, des chemins de fer le long des
« côtes, puisque tel est le grand argument qu'on invo-
« que aujourd'hui en faveur des pas géométriques (1).

« Il y a même des endroits où ils devraient être
« supprimés. »

Remarquons en passant que nous ne voyons pas très bien ce que cette solution changerait à l'état de choses actuel. M. Còquet dit en somme : La zone ne sera plus inaliénable et imprescriptible mais il y aura des servitudes de passage et de non-édification et l'État aura toujours le droit de reprendre ce terrain presque sans indemnité. Qu'y aura-t-il alors de changé si ce n'est la forme ? Quelle différence y a-t-il entre un terrain inaliénable et imprescriptible et un terrain que l'État a toujours le droit de reprendre sans expropriation ? Sans doute il y aura l'indemnité accordée pour les plantations et les constructions... Mais, nous l'avons vu à la Réunion, on peut toujours, avec la législation actuelle, tenir compte des frais faits sur le terrain par les concessionnaires évincés.

En somme, ces critiques, si justes soient-elles, ne justifient pas la mesure proposée par M. Boudillon. Les 50 pas géométriques ont des inconvénients, c'est entendu, mais il s'agit de savoir si la somme des avantages qu'ils présentent ne l'emporte pas sur celle de ces inconvénients et c'est, croyons-nous, le cas en l'occurrence.

Nous nous permettons, tout d'abord, de n'être pas de l'avis de M. Boudillon lorsqu'il dit que le classement d'une chose dans le Domaine Public ne se justifie que par son utilité *actuelle*.

Ceci peut être la vérité dans nos pays d'Europe où pas une parcelle de terre ne reste sans propriétaire et où on est en tout état de cause obligé de recourir à l'expropriation. Cela n'est pas aux colonies. C'est justement, ainsi que l'a si bien dit M. Leseur, un des avantages de ces pays neufs que de permettre au législateur *de prévoir*. Ne vaut-il pas mieux, puisqu'on le peut, réserver les droits de l'État sur toutes les terres qui pourront lui être utiles, quitte à déclasser par la suite celles dont, pour une raison ou pour une autre, il n'aurait plus besoin ou qui seraient indispensables à l'appropriation privée ; que d'être obligé de faire appel aux formalités lentes et coûteuses de l'expropriation ?

— Oui ! objectera-t-on, mais en attendant vous n'en laissez pas moins inutilisée une quantité considérable de terrains des plus utiles pour le commerce et l'industrie que vous gênez, par là, considérablement en leur interdisant l'accès immédiat du rivage...

Nous répondrons :

— Ce n'est pas exact en ce qui concerne les pas géométriques. D'abord, la densité de la population dans la plupart de nos colonies n'est malheureusement pas telle que l'on manque de terres vacantes.

De plus, on ne peut sérieusement prétendre que ce soit une lourde gêne pour le commerce et l'industrie d'avoir ses magasins, ses entrepôts ou ses usines placés à 80 ou à 100 mètres du bord de la mer au lieu qu'ils se reflètent dans les flots ? Commerçants et industriels obtiendront facilement sur les 50 pas (car, on l'a vu, la jurisprudence et les actes des autorités administratives sont d'accord pour reconnaître que le propriétaire du fonds limitrophe a toujours un droit de préférence sur les autres concessionnaires) (1) une concession grâce à laquelle, et à quelques mètres de rails Decauville ou autres, ils seront reliés directement à la mer si besoin en est. Et si la zone a servi à l'établissement de quais, cet inconvénient est compensé par l'avantage qu'ils auront d'avoir un port à leur porte.

Enfin on a dit aussi, et c'est là, nous l'avons vu, un des principaux arguments employés par ses ennemis, que la zone était un vieux débris de l'ancien temps, qu'elle ne répondait plus à rien ; que les motifs qui justifiaient son établissement sous le grand roi avaient

1. On nous a fait remarquer que ce droit ne peut être exercé que si la concession de la parcelle des 50 pas géométriques n'a pas été délivrée déjà à une autre personne, mais que si le propriétaire du fonds, qu'il a acquis par exemple par vente, se trouve en présence d'une concession, délivrée à un autre qu'à son prédécesseur, il ne peut rien. Nous répondrons à cela que si les 50 pas n'existaient pas, ce serait la même chose, car le nouveau propriétaire pourrait se trouver en présence d'une propriété placée entre la sienne et la mer.

complètement disparu aujourd'hui. C'est ainsi que « la plus essentielle raison » invoquée par M. de Baas, en 1674, et qui était de permettre aux artisans et ouvriers de se loger, a bien perdu de sa valeur. Ainsi également, avec les progrès des moyens de transport, on n'a plus guère besoin de « donner moyen aux capitaines de navires de faire du bois. Ainsi encore ce ne sont pas « 50 pas de terre en bois debout très épais et difficile à percer » qui constitueront une protection quelconque contre les descentes d'un ennemi qui dispose des « 240 » et des « 305 » des dreadnoughts actuels pour frayer un passage à ses compagnies de débarquement... Encore que ce dernier argument soit contestable, car les canons, à moins de faire flamber toute la partie boisée d'une côte, ce qui n'est pas toujours possible, ne pourront complètement empêcher les troupes de défense d'inquiéter fortement, à la faveur de ces bois, les troupes dont ils sont chargés d'appuyer le débarquement.

Très bien ! Mais si certains motifs d'utilité ont disparu, d'autres n'en subsistent pas moins ; et il en est né et il peut en naître chaque jour de nouveaux. Nous allons tâcher de les énumérer.

Tout d'abord les 50 pas sont toujours, et plus que jamais, utiles à la défense nationale. Sans doute, nous venons de le dire, les nécessités de la guerre se sont transformées. M. Boudillon nous faisait remarquer, à

cet égard, qu'avec des pièces d'artillerie qui portent à plusieurs kilomètres on n'en est plus au temps où il était indispensable que les ouvrages de défense des côtes soient établis sur le littoral même. Il nous citait l'exemple de certains forts de Madagascar qui ont été construits fort en retrait du rivage... Il n'en reste pas moins vrai qu'on aura toujours besoin, dans certains cas, d'avoir des batteries au bord même de la mer, et encore plus d'avoir tout le long de la côte des routes stratégiques, abritées d'épaulements et de contreforts (ce qui nécessite une assez grande quantité de terrain) pour permettre le transport rapide des troupes et du matériel.

En outre, il faut prévoir que l'on aura peut-être de plus en plus besoin de construire sur notre littoral colonial des quais pour nos navires de guerre, des dépôts de charbons, docks, bassins de radoub, station radio-télégraphique, en un mot tout ce qui constitue des points d'appui pour notre flotte.

Ceci nous amène à envisager également le grand avantage qu'on aura dans des villes où le commerce maritime tendra de plus en plus à se développer, à pouvoir, le moment venu, prendre, sans payer d'indemnité, le terrain nécessaire à la construction d'un nouveau quai, d'un nouveau bassin, d'un nouveau dock.

On objectera alors qu'il est puéril d'immobiliser tout le littoral en raison d'éventualités qui, si elles se

produisent, ne se produiront que sur certains points de ce littoral.

Non, car sait-on si dans dix ans, vingt ans, trente ans, telle partie de la côte qui ne paraissait jamais devoir être utile à des travaux de défense ou d'utilité publique ne sera pas, en raison d'événements nouveaux, politiques ou économiques, justement celle dont on aura besoin ? Et puisque ce n'est certes pas, surtout dans nos grandes colonies modernes, le terrain qui manque... autant prendre ses précautions.

Mais voici la raison la plus forte en faveur du maintien de la réserve, une raison qui, loin de disparaître avec le temps, a pris au contraire une importance nouvelle depuis l'avènement du chemin de fer : faciliter la circulation le long de la côte : faciliter les communications entre les villes situées sur le littoral. C'est grâce à la réserve que l'on a pu et que l'on pourra établir à très peu de frais des voies ferrées côtières qui sont indispensables dans bien des cas. Un exemple saisissant de ce sérieux avantage a été donné par M. Demartial (1).

« Par exemple, dit-il, le chemin de fer de la Réunion qui fait le tour de l'île a pu être établi en « très grande partie sur les 50 pas, c'est-à-dire pres-
« que sans expropriation, tandis qu'au Sénégal (on sait que la réserve ne fut établie en somme qu'en

1. G. Demartial. *Les 50 pas géométriques aux colonies*, Paris, 1897, p. 11.

1900) l'acquisition des terrains nécessaires a la gare « maritime de Dakar a donné lieu à des difficultés « et des procès interminables et coûté des sommes « importantes. »

Nous avons déjà dit précédemment, d'après M. Jurquet, que ces acquisitions avaient coûté 130.000 fr., ce qui est un assez joli denier !

Mais les adversaires de la réserve ne désarment pas pour cela.

Le chemin de fer le long des côtes ? disent-ils. Oui c'est utile dans certains cas, mais pas toujours, et d'aucuns considèrent l'établissement d'une voie ferrée le long de la voie comme regrettable en raison de la détérioration que l'air marin fait subir au matériel (c'est, nous l'avons déjà dit, l'argument de M. Boudillon).

Et puis, ajoute-t-on encore, les voies ferrées dans une colonie, à quoi servent-elles surtout ?... A mettre le littoral en communication avec l'intérieur des terres, à faciliter l'écoulement des produits les plus éloignés de la mer. Pour établir ces voies, on n'aura pas la zone des 50 pas géométriques et on s'en passera fort bien !

Évidemment, mais dans la plupart de nos colonies, nous pouvons même presque dire dans toutes nos colonies, qui tirent leurs richesses de l'exportation de leurs produits dans la métropole, où se trouvent les villes les plus importantes ? où le trafic est-il le plus

grand et par conséquent où une voie ferrée aurait-elle des chances de faire de bonnes affaires? si ce n'est sur la côte.

Sans doute des chemins de fer qui pénétreront de toutes parts dans l'intérieur d'un pays seront un des plus puissants facteurs de sa prospérité économique ; mais si l'on construit ces lignes, il arrivera fatalement que, pour compléter le réseau, on éprouvera le besoin de construire une ligne côtière où ces voies ferrées viendront s'embrancher. Et n'est-ce pas d'une sage prévoyance que d'avoir réservé, au bord de la mer, les terrains qui serviront un jour ou l'autre à la construction de cette ligne, plutôt que d'être obligé, à un moment donné, de racheter des terres à des propriétaires qui se les feront payer le plus cher possible, sans compter les difficultés que des expropriations de ce genre peuvent soulever?...

Enfin, grâce aux découvertes scientifiques, des besoins nouveaux peuvent naître ; et si problématique que soit cette éventualité, il n'est pas sans intérêt de l'envisager.

Ne peut-on, par exemple, prévoir que d'ici un demi-siècle, la navigation aérienne se sera développée de telle sorte qu'on aura besoin de trouver sur le littoral, surtout le littoral des îles, de vastes espaces pour permettre aux aéroplanes, et même peut-être alors, à des appareils plus perfectionnés et de dimensions plus considérables, d'atterrir en sécurité et de trou-

ver, dès en arrivant, des hangars, des ateliers de réparation, en un mot tout le nécessaire?

Il y a vingt ans on aurait eu le droit de sourire en trouvant cette hypothèse énoncée autre part que dans un roman de Jules Verne. Aujourd'hui, convenons-en, elle est bien près d'être réalisée... Et ce sera encore une des nombreuses utilisations de la zone.

On l'a vu par cette brève énumération, la réserve des 50 pas géométriques est peut-être encore plus utile à l'heure actuelle qu'aux temps lointains où elle fut créée.

Certes non, en étendant cette institution domaniale à la plupart de nos possessions d'outre-mer, le législateur colonial n'a pas, comme on l'a prétendu, cédé au respect de la tradition, de la forme. Il n'a pas cherché à conserver, pieusement « comme une relique » une législation surannée.

Tenant compte, au contraire, des besoins de la civilisation moderne, il s'est préoccupé de sauvegarder les intérêts de la collectivité, tant les intérêts présents que les intérêts à venir. Il a su, disons-le une fois de plus, *prévoir*, et, loin de le blâmer de cet excès de précaution, on ne peut, à notre avis, que l'en féliciter.

Vu : le Président de la thèse

LESEUR

Vu : le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice Recteur de l'Académie

LIARD

BIBLIOGRAPHIE (1).

- P. LESEUR. — Cours de Législation et Economie coloniale à la Faculté de droit de Paris, Doctorat, 1909-1910.
- ETIENNE COQUET. — *Le Domaine public colonial*. Poitiers, Imprimerie L'Union, 1904.
- G. DEMARTIAL. — *Les 50 pas géométriques aux Colonies*. Paris, 1897.
- MOREAU DE SAINT-MERY. — *Lois et constitutions des Colonies Françaises de l'Amérique-sous-le-vent* (6 volumes). Paris 1784-1787. (Bibliothèque Nationale, F. 20.212.)
- DURAND-MOLARD. — *Code de la Martinique* (5 volumes). Saint-Pierre (Martinique). 1807-1814. (Bibliothèque Nationale, 8° F. 2994.)
- DE LA BARRE DE MAUTEUIL. — *Législation de l'Île de la Réunion, 2^e édition* (5 volumes). Paris, 1861-1863 (Bibliothèque de l'Office colonial).
- CREMAZY. — *Mémoire à MM. les sénateurs et les députés de la Réunion sur les 50 pas géométriques*. Saint-Denis (Réunion), 1882 (Bibliothèque Nationale) et *De la Domanialité publique à la Martinique et à l'Île de la Réunion*, série d'articles parus dans la

1. Nous avons pris soin d'indiquer, en ce qui concerne les ouvrages qu'il est impossible de trouver d'une façon courante, les bibliothèques où nous avons pu les consulter.

Revue générale du droit de la législation et de la jurisprudence, t. XIII (1889), XIV (1890), XVI (1892) et XVII (1893).

PAUL DISLÈRE. — *Traité de Législation coloniale*, 2^e édition (2 volumes), Paris, chez Paul Dupont, 1897 (presque introuvable en librairie. Bibliothèque nationale, F. 12. 474.)

L. JURQUET. — *Etude sur la question domaniale au Sénégal et les 50 pas géométriques*, Saint-Louis (Sénégal), 1896.

GUSTAVE GARNIER. — *De la Législation domaniale et de la Propriété foncière dans les colonies et pays de protectorat français* (Thèse de droit). Paris, 1897.

A. BOUILLON. — *Avant-projet d'un décret portant organisation du Domaine en Afrique Occidentale Française et rapport explicatif*, Paris, chez Larose, 1907.

A. GIRAULT. — *Chronique coloniale*, dans la Revue du droit public et de la science politique (novembre-décembre 1903), etc...

— *Le Domaine dans l'Afrique Occidentale Française*, article paru dans la *Dépêche coloniale* du 26 septembre, 1907.

PIERRE SANZAY. — *Les 50 pas du roi*, série d'articles parus dans le *Diego Suarez* (Journal hebdomadaire paraissant à Madagascar) des 3 janvier, 10 janvier et 7 février 1907.

IMBART DE LA TOUR, DORVAULT ET LECOMTE. — *Le régime de la propriété dans les colonies françaises* (Publication de la Commission chargée de préparer la participation du ministère des Colonies à l'exposition de 1900). Paris, 1900.

**Sources auxquelles nous avons puisé
les textes modernes**

RECUEIL DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE COLONIALES,
t. VI, Paris, 1903.

RECUEIL DES ARRÊTS DU CONSEIL D'ÉTAT STATUANT 'AU CON-
TENTIEUX (Panhard). Paris, t. 72, 1902.

JOURNAL OFFICIEL DE L'INDO-CHINE, années 1900 et 1903
(se trouve à l'Office colonial et, jusqu'à 1900 seu-
lement, à la Bibliothèque Nationale).

JOURNAL OFFICIEL. — *Partie officielle*. — Mois de juillet
1897, juillet 1898, septembre 1900, avril 1901, oc-
tobre 1902, octobre 1904 et juillet 1905 (1).

— *Débats et documents parlementaires*, session ordi-
naire de 1905.

Enfin bien qu'ils ne se rapportent pas directement au
sujet qui nous occupe, nous avons fait allusion au cours
de notre étude aux deux ouvrages suivants :

BARCKAUSEN. — *Etude sur la théorie générale du Domaine
public*, parue dans la Revue du droit public et de
la science politique, t. XVIII (novembre-décem-
bre 1902) et XIX (janvier-février 1903).

MONTEIL. — *Formation et évolution de la Notion de Do-
manialité publique* (Thèse de droit), Paris, 1902.

1. Pour nos références au *Journal Officiel*, nous indiquons les mois
car c'est généralement par mois que cette publication est reliée dans
la plupart des collections. Nous avons d'ailleurs pris soin au cours de
cet ouvrage, lorsque nous avons cité un texte paru au *Journal Officiel*,
de donner en note la date exacte de son insertion.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Des particularités du domaine public colonial en général, et particulièrement des 50 pas géométriques. — Ce que sont ces 50 pas	7

PREMIÈRE PARTIE

Les 50 pas géométriques dans les colonies où ils prirent naissance.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Aux Antilles.</i> — Les dépêches ministérielles et les documents de l'ancien régime. — Les décrets de 1882 et 1884	21
CHAPITRE II. — <i>A la Réunion.</i> — Le règlement des syndics de la Compagnie des Indes. — L'arrêté du capitaine général Decaen. — Le conflit des Marines.	52

DEUXIÈME PARTIE

L'institution des 50 pas géométriques étendue à presque toutes nos colonies.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les colonies où le décret congolais ne fut pas appliqué.</i> — Celles où les 50 pas existent : La Guyane, l'Inde, Mayotte, la Nouvelle-	
--	--

Calédonie, les îles Marquises. — Celles où ils n'existent pas: Saint-Pierre et Miquelon, la côte des Somalis, l'Océanie	85
CHAPITRE II. — <i>Les colonies où la réglementation du Domaine Public s'inspire du décret congolais.</i> — Le décret congolais. — Les décrets malgaches précurseurs de ce décret. — L'Afrique Occidentale Française. — L'Indo-Chine	92
CHAPITRE III. — <i>A qui de l'Etat ou de la Colonie appartiennent les 50 pas géométriques?</i> — Les tentatives pour en attribuer la propriété aux colonies. — Le triomphe de l'Etat. — L'Indo-Chine seule résiste	111
CHAPITRE IV. — <i>Faut-il supprimer les 50 pas géométriques?</i> — Les critiques formulées par les publicistes contre cette institution. — Le rapport Boudillon. — Les nombreux avantages que présente et que peut encore présenter la zone. — Conclusion.	118
BIBLIOGRAPHIE	136

